JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	700 fr.	375 fr.
Etranger	850 fr.	450 fr.

Prix du numéro

Au comptant, à l'imprimerie :	30 fr.
Par porteur ou par la poste :	
Togo, France et Colonies :	35 fr.
Etranger : Port en sus.	

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'École Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

la ligne	30 f
Minimum	150 f
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	150 f

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Tous mémoires, requêtes ou pétitions, sous forme de lettre ou autrement, adressés à Monsieur le Commissaire de la République, à M.M. les Chefs de Service, Commandants de Cercle ou Chefs de Subdivision doivent être revêtus du timbre de dimension.

Faute de quoi, lesdites pièces seront retournées aux signataires sans examen.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1951

- 20 septembre — Arrêté ministériel fixant les modalités d'application du décret n° 49-867 du 28 juin 1949 relatif aux bourses, prêts d'honneur et secours scolaires. (Arrêté de promulgation n° 724-51/Cab. du 13 octobre 1951). 929
- 25 septembre — Arrêté interministériel relatif à la cessation de l'effet des dispositions des décrets des 2 octobre 1945 et 18 juin 1946 portant application de l'ordonnance du 15 juin 1945 relative aux candidats aux services publics ayant été empêchés d'y accéder, ainsi qu'aux fonctionnaires et agents des services publics ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements de guerre. (Arrêté de promulgation n° 731-51/Cab. du 13 octobre 1951). 931

- 26 septembre — Loi n° 51-1123 modifiant et complétant l'article 11 de la loi n° 50-10 du 6 janvier 1950 portant modification et codification des textes relatifs aux pouvoirs publics. 948
- 26 septembre — Loi n° 51-1124 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et prévoyant des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics. (Arrêté de promulgation n° 732-51/Cab. du 13 octobre 1951) 932
- 1^{er} octobre — Décret n° 51-1147 modifiant, en ce qui concerne les personnels militaires exclusivement, les dispositions du décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les indemnités de route et de séjour, les concessions de passage et frais de voyage à l'étranger des officiers, fonctionnaires, employés et agents civils et militaires des services coloniaux et locaux. (Arrêté de promulgation n° 730-51/Cab. du 13 octobre 1951). 934
- 1^{er} octobre — Décret n° 51-1148 fixant les indices de traitement applicables aux élèves administrateurs, aux inspecteurs stagiaires du travail et aux élèves magistrats de l'école nationale de la France d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 726-51/Cab. du 13 octobre 1951) 935
- 1^{er} octobre — Décret n° 51-1149 modifiant le décret n° 49-1542 du 1^{er} décembre 1949 déterminant les indemnités diverses susceptibles d'être payées au titre de la solde aux militaires de l'armée de terre en service dans les territoires et départements d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 727-51/Cab. du 13 octobre 1951). 944

3 octobre	— Décret n° 51-1151 portant attribution d'une indemnité spéciale à certains fonctionnaires du cadre général des transmissions de la France d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 728-51/Cab. du 13 octobre 1951)	945	11 octobre	— Décret n° 51-1192 modifiant le taux de l'indemnité de première mise d'uniforme allouée aux gouverneurs généraux et gouverneurs de la France d'outre-mer et au personnel des administrateurs de la France d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 753-51/Cab. du 22 octobre 1951)	946
4 octobre	— Décret n° 51-1158 modifiant le décret n° 50-460 du 21 avril 1950 étendant aux militaires de la gendarmerie en service dans les territoires et départements d'outre-mer le bénéfice des dispositions du décret n° 49-709 du 27 mai 1949 portant création d'une indemnité de risques en faveur des militaires de la gendarmerie en service dans la métropole et modifiant le décret n° 49-1542 du 1er décembre 1949 déterminant les indemnités diverses susceptibles d'être payées au titre de la solde aux militaires de l'armée de terre en service dans les territoires et départements d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 729-51/Cab. du 13 octobre 1951)	945	11 octobre	— Décret n° 51-1193 modifiant le décret n° 50-753 du 24 juin 1950 fixant l'indemnité de première mise d'habillement et d'équipement allouée au personnel du cadre général des ports et rades relevant du ministère de la France d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 753-51/Cab. du 22 octobre 1951)	947
4 octobre	— Décret n° 51-1159 modifiant le décret n° 50-1387 du 2 novembre 1950 portant modification temporaire au recrutement dans la magistrature d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 725-51/Cab. du 13 octobre 1951)	948	ACTES DU POUVOIR LOCAL		
11 octobre	— Décret n° 51-1185 modifiant les régimes de rémunération et des prestations familiales des militaires à solde mensuelle et à solde spéciale progressive entretenus au compte du budget du Ministère de la France d'outre-mer dans les territoires relevant dudit ministère. (Arrêté de promulgation n° 752-51/Cab. du 22 octobre 1951)	937	1951		
11 octobre	— Décret n° 51-1186 relatif à la prise en compte du supplément familial de solde dans le calcul de l'indemnité différentielle prévue à l'article 12 du décret n° 51-1185 du 11 octobre 1951. (Arrêté de promulgation n° 752-51/Cab. du 22 octobre 1951)	941	12 octobre	— N° 718-51/SE. — Arrêté portant ouverture d'une nouvelle piste de bétail	951
11 octobre	— Décret n° 51-1187 portant extension du complément provisoire de solde aux personnels militaires en service dans les territoires relevant de l'autorité du ministère de la France d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 752-51/Cab. du 22 octobre 1951)	942	17 octobre	— N° 737-51/F. — Arrêté fixant le montant des indemnités de déplacement et de séjour à allouer aux membres des Conseils de Circonscription	952
11 octobre	— Décret n° 51-1188 fixant le nouveau régime de l'indemnité résidentielle de cherté de vie applicable à compter du 25 décembre 1950 aux personnels militaires en service dans les territoires d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 752-51/Cab. du 22 octobre 1951)	943	17 octobre	— N° 738-51/AE. — Arrêté créant des Comités de Gestion des différentes sections du Compte de Soutien et d'Équipement de la Production locale et en fixant la composition et les attributions	952
11 octobre	— Décret n° 51-1191 modifiant, en ce qui concerne les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les dispositions du décret du 26 mai 1937 fixant la réglementation du logement et de l'aménagement aux colonies. (Arrêté de promulgation n° 751-51/Cab. du 22 octobre 1951)	949	18 octobre	— N° 741-51/PTT. — Arrêté fixant les taxes postales, télégraphiques et téléphoniques dans les relations avec la Gold-Coast et le Togo sous tutelle britannique	953
			20 octobre	— N° 749-51/AP. — Arrêté instituant des commissions en vue de la distribution des cartes électorales.	953
			Personnel	953	
			Divers	956	
			PARTIE NON OFFICIELLE		
			<i>Avis et communications</i>		
			Avis de concours : (Inspecteur de la France d'outre-mer)	964	
			(Agriculture tropicale)	964	
			Avis de l'Intendance militaire de Cotonou	965	
			Domaines	965	
			Avis	969	
			Météo	970	

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Bourses — Prêts d'honneur — Secours scolaires**

ARRETE N° 724-51/Cab. du 13 octobre 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo l'arrêté ministériel du 20 septembre 1951 fixant les modalités d'application du décret n° 49-867 du 28 juin 1949 relatif aux bourses, prêts d'honneur et secours scolaires.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 octobre 1951.

Y. DICO.

ARRETE ministériel du 20 septembre 1951.

Le ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret n° 49-867 en date du 28 juin 1949 portant réglementation générale des bourses, prêts d'honneur et secours scolaires accordés par les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer autres que l'Indochine, aux étudiants ou élèves en cours d'études dans la métropole, les départements d'outre-mer ou l'Algérie;

Vu l'arrêté n° 46 du 17 août 1949, pris pour l'application dudit décret, modifié par les arrêtés des 18 novembre 1949, 31 août 1950 et 24 octobre 1950.

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les bourses accordées par les groupes de territoires ou les territoires pour permettre à certains de leurs étudiants et élèves de faire des études dans la métropole, les départements d'outre-mer ou l'Algérie comportent des taux différents selon que l'étudiant ou l'élève est classé par l'inspecteur général de l'enseignement et de la jeunesse dans l'une des catégories A, B, C, ou D.

Seront classés en catégorie D les étudiants et élèves externes majeurs, ainsi que les étudiants et élèves externes mineurs ne vivant pas chez leurs parents.

Les autres étudiants et élèves seront classés en catégorie A jusqu'au niveau du B.E.P.C., en catégorie B du niveau du B.E.P.C. au niveau du baccalauréat deuxième partie, en catégorie C au-dessus du niveau du baccalauréat deuxième partie.

Ils pourront toutefois, par dérogation, être classés, en fonction des frais d'internat exposés, dans une catégorie différente de celle à laquelle le niveau de leurs études leur permettrait de prétendre.

ART. 2. — Les crédits correspondant au montant des allocations scolaires sont engagés par les autorités locales de telle sorte que le mandatement effectué par le service administratif central soit automatiquement reconduit jusqu'à notification au département de la nouvelle décision concernant l'intéressé.

ART. 3. — Le service administratif central mandate les allocations aux taux fixés par l'arrêté annuel prévu par les articles 3 et 5 du décret susvisé.

ART. 4. — Les allocations sont dues :

a) Pour les allocataires résidant dans les territoires d'outre-mer à la date de la décision attribuant l'allocation, et pour ceux des allocataires résidant à cette date hors des territoires d'outre-mer qui auront souscrit l'engagement de servir dans un territoire d'outre-mer du jour de leur débarquement dans la métropole au jour de leur rembarquement définitif sauf application des dispositions du décret du 28 juin 1949 concernant le rapatriement ;

b) Pour les autres allocataires, du jour de leur entrée dans l'établissement scolaire ou la faculté, tel qu'il est porté sur le certificat d'inscription, au 30 septembre qui suit la fin de leur cycle d'études, sauf application des dispositions prévues aux articles 20, 21 et 22 du décret du 28 juin 1949.

ART. 5. — Les allocations sont payables d'avance.

Le mandatement est suspendu si les intéressés ne fournissent pas au ministère un certificat d'inscription dans l'établissement auquel ils sont affectés, dans le premier mois de leur scolarité (avant le 1^{er} novembre ou le 1^{er} décembre, selon le niveau des études, pour les allocataires présents dans la métropole en début d'année).

En cas de retard, les dispositions de la décision ministérielle n° 1 du 31 mars 1949 sont appliquées.

En cas d'hospitalisation, lorsque les frais d'hospitalisation sont supérieurs au montant de l'allocation, ces frais supplémentaires seront payés par le service administratif central et imputés en totalité aux budgets locaux, sur production de pièces justificatives. Les allocataires recevront du service administratif central une indemnité journalière de 100 f. durant leur hospitalisation.

L'indemnité d'instance de rapatriement est due à compter du premier jour du mois suivant la sortie de l'établissement scolaire et jusqu'à la date de l'embarquement définitif; elle est payée dans les mêmes conditions que la bourse.

ART. 6. — Tout étudiant ou élève ayant interrompu sa scolarité pour quelque motif que ce soit, sans en aviser le service administratif central dans les huit jours, sera astreint au remboursement des sommes indûment perçues.

ART. 7. — Les allocations des internes, internes externés, trois quarts pensionnaires, demi-pensionnaires, font l'objet d'un mandatement annuel par virement au compte postal ou bancaire de l'établissement d'affectation.

Les allocations des étudiants ou élèves externes, mineurs au début de l'année scolaire, sont mandatés par mensualités sur l'acquit du chef de famille ou d'un correspondant désigné par l'inspecteur général de l'enseignement et de la jeunesse.

Les allocations des étudiants ou élèves externes, majeurs au début de l'année scolaire, sont mandatés par mensualités sur leur propre acquit.

En cas de mandatement par mensualités, les allocations de juillet, août et septembre peuvent faire l'objet d'un mandatement unique le 1^{er} juillet. Elles peuvent être, sur instructions de l'inspecteur général de l'enseignement, versées globalement entre les mains d'un correspondant par la personne ou l'organisme qui les perçoit.

ART. 8. — Sauf décision contraire du chef du territoire, le bénéficiaire d'une bourse n'a droit, au cours de ses études, aux frais de l'administration, qu'à deux voyages entre le territoire et la métropole : l'un pour venir dans la métropole, l'autre en fin d'études, pour regagner le territoire.

ART. 9. — Les dépenses de voyage comprennent dans le sens territoire-métropole :

a) Les frais de transport de l'intéressé de sa résidence dans le territoire jusqu'à sa localité d'affectation dans la métropole (en 3^e classe pour les jeunes gens, en 3^e classe par chemin de fer et en seconde classe en mer, pour les jeunes filles). Ces frais sont directement réglés par l'administration aux entreprises de transport ou, exceptionnellement, remboursés à l'intéressé qui aurait dû en faire l'avance;

b) Une somme d'argent de poche remise par les soins du territoire à l'intéressé pour couvrir ses menus frais de sa résidence au port de débarquement;

c) Une indemnité journalière de séjour au port de débarquement, au taux fixé par l'arrêté annuel prévu par les articles 3 et 5 du décret du 28 juin 1949, mandatée par le service administratif central sur état de liquidation établi par le service administratif du port de débarquement.

ART. 10. — Les dépenses de voyage comprennent, dans le sens métropole-territoire :

a) Les mêmes frais de transport qu'à l'article 9;

b) L'indemnité journalière de séjour au port d'embarquement, dans les mêmes conditions qu'à l'article

9, liquidation et mandatement par les soins du service administratif de ce port. Cette indemnité est payable à partir du jour où l'intéressé doit se présenter à ce service en vertu de sa lettre de convocation.

ART. 11. — En cas de changement du lieu des études dans la métropole, les boursiers auront droit au paiement du transport en 3^e classe, si ce changement a été motivé par un avis médical ou nécessaire pour la poursuite des études.

ART. 12. — Le taux de l'indemnité de premier équipement est fixé par l'arrêté annuel prévu aux articles 3 et 5 du décret susvisé.

Cette indemnité est mandatée par le service administratif central dans les conditions fixées à l'article 7 du présent arrêté, dès notification de l'inscription de l'intéressé dans l'établissement auquel il a été affecté.

ART. 13. — Les droits des bénéficiaires sont établis par arrêtés de l'autorité locale publiés au *Journal officiel* du territoire ou du groupe de territoires. Ampliation en est immédiatement adressée au département (inspection générale de l'enseignement) en triple exemplaire. Les intéressés sont directement informés par l'autorité qui leur attribue l'allocation.

Le texte des arrêtés comprend obligatoirement :

a) L'identité du bénéficiaire;

b) La nature de l'allocation;

c) Dans le cas d'un secours scolaire, le montant du secours accordé;

d) La nature précise et la durée normale des études prescrites à l'intéressé, le type d'établissement scolaire, la section, la classe ou l'année, le diplôme constituant le but des études et, chaque fois que c'est possible, et obligatoirement pour les études techniques et professionnelles, l'indication de l'emploi auquel il donne accès; le cas échéant, la région préférée.

Il est établi des arrêtés distincts pour :

a) L'attribution d'allocations nouvelles;

b) Le renouvellement d'allocations avec modifications portant sur les études prescrites ou sur le montant ou la nature de l'allocation;

c) La suppression d'allocations.

ART. 14. — Les arrêtés portant suppression ou réduction d'allocations n'auront effet que du premier jour du mois suivant leur publication, sauf application des dispositions de l'article 6 du présent arrêté.

ART. 15. — L'autorité qui a attribué l'allocation fait parvenir au ministre de la France d'outre-mer (inspection générale de l'enseignement) avant le départ du boursier pour la métropole, un dossier comprenant les pièces suivantes :

1^{er} Extrait de l'arrêté attribuant la bourse;

2^e Extrait de l'acte de naissance ou toute pièce authentique en tenant lieu;

3^e Dossier médical établi par un médecin diplômé d'Etat, désigné par le directeur de la santé publique du territoire, comprenant la fiche médicale réglementaire et, en cas de cutiréaction positive, un cliché pulmonaire.

Ce dossier devra conclure à l'absence de toute maladie contagieuse et à l'aptitude de l'intéressé à poursuivre une scolarité normale dans la métropole;

4^e Certificat de vaccination antivariolique ou de revaccination;

5^e Certificat de vaccination antidiphthérique;

6^e Certificat de vaccination antitétanique;

7^e Certificat du chef du dernier établissement scolaire fréquenté, attestant que l'élève avait une bonne conduite et comportant un relevé de ses notes et les appréciations de ses professeurs;

8^e Certificat du directeur de l'enseignement attestant que l'élève a été reçu à l'examen d'aptitude aux bourses prévu à l'article 13 du décret susvisé et comportant le relevé des notes attribuées à cet examen.

ART. 16. — Toutes les fois que la négligence d'un allocataire aura empêché le règlement normal d'une allocation, cette allocation subira une retenue pouvant aller jusqu'à 100 p. 100 de son montant, sur décision du chef du service administratif central, prise en accord avec l'inspecteur général de l'enseignement et suivant les modalités fixées par la décision ministérielle n^o 1 du 11 mars 1949.

Les mandats-cartes non retirés dans les délais impartis par les règlements postaux ne seront pas réordonnés, sauf justifications exceptionnelles reconnues valables par le chef du service administratif central.

ART. 17. — Les bénéficiaires ne seront mis en route vers la métropole qu'après notification au territoire de l'affectation que le département aura pu prononcer au vu des indications portées dans les arrêtés d'attribution.

ART. 18. — Les dispositions du présent arrêté abrogent et remplacent, à compter du 1^{er} octobre 1951, celles des arrêtés des 17 août 1949, 18 novembre 1949, 31 août 1950 et 24 octobre 1950 de même objet.

ART. 19. — L'inspecteur général de l'enseignement et de la jeunesse et le chef du service administratif central sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 20 septembre 1951.

Louis JACQUINOT.

Personnel

Emplois publics

ARRETE N^o 731-51/Cab. du 13 octobre 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo l'arrêté interministériel du 25 septembre 1951 relatif à la cessation de l'effet des dispositions des décrets des 2 octobre 1945 et 18 juin 1946 portant application de l'ordonnance du 15 juin 1945 relative aux candidats aux services publics ayant été empêchés d'y accéder, ainsi qu'aux fonctionnaires et agents des services publics ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements de guerre.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 octobre 1951.

Y. Digo.

ARRETE interministériel du 25 septembre 1951.

Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés et le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre,

Vu l'ordonnance n^o 45-1283 du 15 juin 1945, relative aux candidats aux services publics ayant été empêchés d'y accéder, ainsi qu'aux fonctionnaires et agents des services publics ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements de guerre et, notamment, son article 16;

Vu le décret n^o 45-2239 du 2 octobre 1945, portant application aux personnels civils des corps et services des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, de l'ordonnance du 15 juin 1945;

Vu le décret n^o 45-1498 du 18 juin 1946 tendant à l'application aux magistrats et greffiers coloniaux de l'ordonnance du 15 juin 1945;

ARRETEMENT :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions des décrets des 2 octobre 1945 et 18 juin 1946 prévoyant le classement et le reclassement des candidats aux services publics ayant été empêchés d'y accéder, ainsi que des fonctionnaires et agents des services publics ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements de guerre, cesseront d'avoir effet, en ce qui concerne les administrations, cadres et services des territoires.

relevant du ministère de la France d'outre-mer, autres que l'Indochine, six mois après la promulgation du présent arrêté au *Journal officiel* de la République française.

ART. 2. — Les dispositions des décrets des 2 octobre 1945 et 18 juin 1946 demeureront applicables aux candidats aux services publics empêchés d'y accéder, ainsi qu'aux fonctionnaires et agents des services publics ayant dû quitter leur emploi par suite des hostilités en Indochine.

Un arrêté interministériel déterminera la date à laquelle ces dispositions cesseront d'être applicables en ce qui concerne les agents visés au premier alinéa du présent article.

ART. 3. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés et le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 septembre 1951.

Le ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés,

Pour le ministre et par délégation :
Le chef de cabinet,
JEAN AUBRY,

Le ministre de la France d'outre-mer,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,
HUGUES VINEL.

Le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre,

Pour le ministre et par délégation :
DIDKOWSKI.

ARRETE N° 732-51/Cab. du 13 octobre 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue

à la Résistance et prévoyant des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 octobre 1951.

Y. DICO.

LOI N° 51-1124 du 26 septembre 1951.

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré.

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Les magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, les agents des services coloniaux, les agents contractuels et temporaires, les employés auxiliaires et les ouvriers de l'Etat, ainsi que les fonctionnaires et agents des départements, des communes et des établissements publics départementaux et communaux qui ont pris une part active et continue à la Résistance, bénéficient en matière d'avancement, d'une majoration d'ancienneté de service égale à la moitié du temps passé dans la Résistance active augmentée de six mois.

Pour la liquidation de la pension de retraite, ce même temps donne droit au bénéfice de la campagne simple.

Ladite majoration est assimilée aux bonifications accordées pour services de guerre 1914-1918.

Lorsque cette majoration n'a pas pour effet de porter le fonctionnaire à l'échelon de traitement maximum de sa catégorie, ou lorsqu'elle s'applique à des fonctionnaires déjà en possession de ce traitement maximum, le reliquat des majorations non utilisées ou leur totalité, suivant le cas, sera mis en réserve en vue de son utilisation ultérieure après accession à un grade supérieur.

Les fonctionnaires jouissant d'une pension d'invalidité égale ou supérieure à 40 p. 100 pour blessures reçues ou maladies contractées dans une unité combattante ne pourront pas recevoir une majoration d'ancienneté inférieure à celle attribuée au plus favorisé des combattants non mutilés.

Est compté comme temps de présence sous les drapeaux le temps passé à l'hôpital ou en congé de convalescence après la démobilisation ou la réforme, s'il s'agit de blessures ou de maladies contractées dans une unité combattante.

Les rappels et bonifications accordés par le présent article compteront dans tous les cas pour l'attribution de décorations.

ART. 2. — Pendant une durée de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, les personnes visées à l'article 1^{er} non bénéficiaires des dispositions de la loi n° 50-400 du 3 avril 1950 portant autorisation de transformation d'emplois et réforme de l'auxiliarat, en fonction à la date de publication de la présente loi et comptant à cette date trois années d'exercice de fonctions en qualité d'agent temporaire ou contractuel, pourront être titularisées sous réserve de l'examen de leurs capacités professionnelles.

En ce qui concerne l'Etat, les titularisations seront prononcées nominativement pour chaque département ministériel par décret contresigné par le ministre du budget, le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative et le ministre intéressé.

Les intéressés seront nommés dans des emplois normaux des cadres de titulaires, en dérogation aux règles statutaires d'accès à ces emplois, ou à défaut, recevront, à titre personnel, la qualité de fonctionnaire titulaire.

Les titularisations visées au présent article ne pourront avoir pour effet de confier aux intéressés un emploi dont les fonctions ne soient pas comparables à celles qu'ils exerçaient en qualité de non-titulaires, compte tenu des catégories prévues à l'article 24 de la loi du 19 octobre 1946.

ART. 3. — Au vu des dossiers et des titres et, éventuellement, après audition des intéressés et de toute personne qualifiée, une commission centrale établit la liste des fonctionnaires et agents admis à bénéficier des dispositions de l'article 1^{er} et détermine la durée des services et bonifications.

Les dossiers des intéressés seront transmis aux départements ministériels qui, au préalable, consulteront obligatoirement les commissions administratives paritaires ou les commissions normales d'avancement dans les conditions déterminées par le décret prévu à l'article 7.

ART. 4. — Sont considérés, pour l'application de la présente loi, comme ayant pris une part active et continue à la Résistance :

a) Les combattants volontaires ayant appartenu, pendant un minimum de six mois consécutifs avant le 6 juin 1944, soit :

Aux forces françaises de l'intérieur ;

Aux forces françaises combattantes ;

A une organisation de résistance homologuée par la commission nationale des forces françaises combattantes de l'intérieur ou par les commissions nationales forces françaises de l'intérieur, forces françaises combattantes et résistance intérieure française ;

b) Les engagés volontaires dans les forces françaises libres ou dans les forces françaises de l'Afrique du Nord avant le 6 juin 1944 ayant appartenu pendant

six mois au moins à une unité combattante sur un théâtre d'opérations extérieures ou inférieures ;

c) Les agents ayant quitté la France ou un territoire occupé par l'ennemi avant le 8 novembre 1942 pour se mettre au service du Gouvernement de la France libre.

En outre, à titre exceptionnel, le bénéfice de la présente loi sera accordé, sur avis favorable de la commission centrale prévue à l'article 3, dans des conditions qui seront fixées par le décret prévu à l'article 7, aux agents qui, bien que n'ayant pas appartenu aux organisations ci-dessus, apportent la preuve qu'ils ont accompli habituellement des actes caractérisés de résistance pendant six mois au moins avant le 6 juin 1944.

Les conditions ci-dessus ne sont toutefois pas imposées :

1^o Aux membres de la Résistance et aux personnes qui, pour actes qualifiés de résistance, auront été exécutés, tués ou blessés dans des conditions ouvrant droit à pension en vertu de l'ordonnance n° 45-322 du 3 mars 1945 ou qui remplissent les conditions prévues par la loi n° 48-1251 du 6 août 1948, établissant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance ;

2^o Aux membres de la Résistance qui, avant le 6 juin 1944, s'étaient mis à la disposition d'une formation à laquelle a été reconnue la qualité d'unité combattante et y ont effectivement appartenu pendant six mois.

ART. 5. — Sont exclus du bénéfice de la présente loi les fonctionnaires et agents qui ont été frappés d'une sanction administrative ou judiciaire pour faits de collaboration.

ART. 6. — La commission centrale prévue à l'article 3 comprend :

Le directeur de l'office national des anciens combattants ou son représentant, président ;

Un représentant du secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique ;

Un représentant du ministre des finances et des affaires économiques ;

Un représentant du ministre intéressé.

Elle comprend, en outre :

Un représentant des forces françaises combattantes ;

Un représentant des forces françaises de l'intérieur ;

Un représentant de la résistance intérieure française ;

Un représentant des déportés et internés désignés par l'association des fonctionnaires résistants la plus représentative au jour de la promulgation de la présente loi.

ART. 7. — Un décret portant règlement d'administration publique fixera, dans un délai de trois mois, les conditions d'application de la présente loi et les règles de fonctionnement de la commission centrale prévue à l'article 3.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 26 septembre 1951.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République,

Le président du conseil des ministres,
R. PLEVEN.

Le ministre d'Etat
HENRI QUEUILLE.

Le ministre d'Etat
chargé des relations avec les Etats associés,
JEAN LETOURNEAU.

Le vice-président du conseil,
ministre de la défense nationale,
GEORGES BIDAULT.

Le vice-président du conseil,
ministre des finances et des affaires économiques,
RENÉ MAYER.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
EDGAR FAURE.

Le ministre des affaires étrangères,
ROBERT SCHUMAN.

Le ministre de l'intérieur,
CHARLES BRUNE.

Le ministre du budget,
PIERRE COURANT.

Le ministre de l'éducation nationale,
ANDRÉ MARIE.

Le ministre des travaux publics, des transports
et du tourisme,
ANTOINE PINAY.

Le ministre de l'industrie et de l'énergie,
JEAN-MARIE LOUVEL.

Le ministre du commerce et des relations
économiques extérieures,
PIERRE PFLIMLIN.

Le ministre de l'agriculture,
PAUL ANTIER.

Le ministre de la France d'outre-mer,
LOUIS JACQUINOT.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,
PAUL BACON.

Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,
EUGÈNE CLAUDIUS-PÉTI.

Le ministre des anciens combattants
et victimes de la guerre,
EMMANUEL TEMPLE.

Le ministre de la santé publique et de la population,
PAUL RIBEYRE.

Le ministre des postes, télégraphes et téléphones,
JOSEPH LANIEL.

Le ministre de la marine marchande,
ANDRÉ MORICE.

Le ministre de l'information,
ROBERT BURON.

Le ministre adjoint à la défense nationale,
MAURICE BOURGES-MAUNOURY.

Déplacements

ARRETE N° 730-51/Cab. du 13 octobre 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 51-1147 du 1^{er} octobre 1951 modifiant, en ce qui concerne les personnels militaires exclusivement, les dispositions du décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les indemnités de route et de séjour, les concessions de passage et frais de voyage à l'étranger des officiers, fonctionnaires, employés et agents civils et militaires des services coloniaux et locaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 octobre 1951.

Y. DIO.

DECRET N° 51-1147 du 1^{er} octobre 1951.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du vice-président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, du ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés, du ministre du budget et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu le décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les indemnités de route et de séjour, les concessions de passage et frais de voyage à l'étranger des officiers, fonctionnaires, employés et agents civils et militaires des services coloniaux ou locaux et les textes qui l'ont modifié;

Le conseil des ministres entendu.

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le poids des bagages des personnels militaires dont le transport est à la charge du budget de l'Etat est fixé conformément au tableau suivant qui se substitue au tableau figurant à l'article 39 du décret du 3 juillet 1897.

GRADES	POIDS DES BAGAGES y compris celui pour lequel la franchise est accordée par les compagnies de transport (1)		
	Pour le militaire	Pour l'épouse voyageant avec le mari ou les enfants ou isolément	Pour chaque enfant voyageant ou avec la mère ou isolément
Officiers généraux et assimilés	850	550	150
Officiers supérieurs et assimilés	600	350	150
Officiers subalternes et assimilés	500	350	150
Aspirants, adjudants-chefs, adjudants, sergents-majors et assimilés	450	300	150
Sergents-chefs et assimilés	400	250	150
Sergents et assimilés	300	200	150
Caporaux-chefs, caporaux, soldats et assimilés	150	150	150

(1) Lorsque la franchise accordée par les compagnies de transport est supérieure à celle attribuée par l'administration militaire ainsi que sa famille, bénéficie du traitement le plus avantageux.

Le transport en franchise n'est accordé que pour les bagages proprement dits vêtements, linge, vaisselle, etc., à l'exclusion des objets de mobilier et d'approvisionnement dont le transport est à la charge des intéressés et peut être effectué comme prêt.

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer, le vice-président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, le ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés, le ministre du budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 1er octobre 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

Louis JACQUINOT.

Le ministre d'Etat

chargé des relations avec les Etats associés,

Jean LETOURNEAU.

Le vice-président du conseil,
ministre des finances et des affaires économiques,
René MAYER.

Le ministre du budget,
Pierre COURANT.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
Félix GAILLARD.

Traitements

ARRETE N° 726-51/Cab. du 13 octobre 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 51-1148 du 1er octobre 1951 fixant les indices de traitement applicables aux élèves administrateurs, aux inspecteurs stagiaires du travail et aux élèves magistrats de l'école nationale de la France d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 octobre 1951.

Y. DIOO.

DECRET N° 51-1148 du 1er octobre 1951.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du vice-président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, du ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés, du ministre du budget et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil.

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites;

Vu le décret n° 50-1353 du 30 octobre 1950 portant réorganisation de l'école nationale de la France d'outre-mer, notamment l'article 22;

Vu le décret n° 51-460 du 23 avril 1951 portant règlement d'administration publique relatif au statut des administrateurs de la France d'outre-mer;

Le conseil des ministres entendu.

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont complétés et modifiés comme suit, à compter du 1^{er} janvier 1951, les tableaux annexés au décret n° 49-508 du 14 avril 1949 relatif à la révision du plan de classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites :

TABLEAU A

Ministère de la France d'outre-mer

GRADES ET EMPLOIS	CLASSEMENTS indiciaires
<i>Ecole nationale de la France d'outre-mer</i>	
Elèves administrateurs et inspecteurs stagiaires du travail :	
1 ^{er} échelon	250 (1)
2 ^e échelon	275 (2)
Elèves magistrats :	
Echelon unique	250 (1)

(1) Durant la deuxième année d'école.

(2) Durant la troisième année d'école.

TABLEAU B

Ministère de la France d'outre-mer

GRADES ET EMPLOIS	CLASSEMENTS indiciaires
<i>Administration coloniale</i>	
Supprimer la mention ci-dessous :	
Elèves administrateurs	250-275 (1)

(1) Durant la troisième année d'école.

ART. 2. — Les traitements afférents aux indices fixés à l'article précédent seront inscrits au budget du ministère de la France d'outre-mer.

ART. 3. — Le ministre de la France d'outre-mer, le vice-président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, le ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés, le ministre du budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution

du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 1^{er} octobre 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres,

Le ministre de la France d'outre-mer,
Louis JACQUINOT.

*Le ministre d'Etat
chargé des relations avec les Etats associés,*
Jean LETOURNEAU.

*Le vice-président du conseil,
ministre des finances et des affaires économiques,*
René MAYER.

Le ministre du budget,
Pierre COURANT.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
Félix GAILLARD.

ARRETE N° 752-51/Cab. du 22 octobre 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le Territoire du Togo :

1^o — le décret n° 51-1185 du 11 octobre 1951 modifiant les régimes de rémunération et des prestations familiales des militaires à solde mensuelle et à solde spéciale progressive entretenus au compte du budget du ministère de la France d'outre-mer dans les territoires relevant dudit ministère.

2^o — le décret n° 51-1186 du 11 octobre 1951 relatif à la prise en compte du supplément familial de solde dans le calcul de l'indemnité différentielle prévue à l'article 12 du décret n° 51-1185 du 11 octobre 1951.

3^o — le décret n° 51-1187 du 11 octobre 1951 portant extension du complément provisoire de solde aux personnels militaires en service dans les territoires relevant de l'autorité du ministère de la France d'outre-mer.

4^o — le décret n° 51-1188 du 11 octobre 1951 fixant le nouveau régime de l'indemnité résidentielle de cherté de vie applicable à compter du 25 décembre 1950 aux personnels militaires en service dans les territoires d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 octobre 1951.

Y. Digo.

DECRET N° 51-1185 du 11 octobre 1951.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du vice-président du conseil, ministre de la défense nationale, du ministre de la France d'outre-mer, du vice-président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, du ministre du budget, du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil et du secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre),

Vu l'ordonnance n° 45-1380 du 23 juin 1945 portant réforme générale du régime de solde des militaires et assimilés des armées de terre, de mer et de l'air;

Vu la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales;

Vu la loi n° 50-772 du 30 juin 1950 fixant les conditions d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les conditions de recrutement, de mise en congé ou à la retraite de ces mêmes personnels;

Vu le décret du 29 décembre 1903 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret n° 45-0157 du 28 décembre 1945 fixant le régime des soldes des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies;

Vu le décret n° 47-2163 du 10 novembre 1947 fixant le régime de solde et d'indemnités applicable aux militaires non officiers ressortissants des territoires relevant du département de la France d'outre-mer en service dans ces territoires;

Vu le décret n° 49-90 du 20 janvier 1949 fixant l'indemnité de départ outre-mer allouée aux personnels militaires et assimilés à solde mensuelle;

Vu le décret n° 49-528 du 15 avril 1949 étendant notamment aux militaires à solde mensuelle des armées de terre en service dans les territoires appartenant à la zone du franc C.F.A. le bénéfice des dispositions relatives à la réalisation du reclassement de la fonction publique;

Vu le décret n° 49-1029 du 27 juillet 1949 modifiant le décret n° 45-0157 du 28 décembre 1945, fixant le régime de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret n° 49-1257 du 27 août 1949 étendant à la Côte française des Somalis les dispositions des décrets n°s 49-528, 49-529 et 49-530 du 15 avril 1949 relatifs à l'application du reclassement de la fonction publique et aux charges de famille outre-mer;

Vu le décret n° 49-1626 du 28 décembre 1949 modifiant le régime de solde des militaires à solde spéciale progressive des forces terrestres en service dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 50-295 du 10 mars 1950 étendant à Saint-Pierre et Miquelon les dispositions des décrets n° 49-528 et n° 49-529 du 15 avril 1949 relatifs à l'application du reclassement de la fonction publique;

Vu le décret n° 50-296 du 10 mars 1950 étendant les dispositions des décrets n° 49-528 et n° 49-529 du 15 avril 1949 relatifs à l'application du reclassement de la fonction publique, aux territoires de la zone du franc C.F.P. et aux Etablissements français dans l'Inde;

Vu l'arrêté ministériel (colonies) du 16 janvier 1946 modifié par arrêté du 15 avril 1949, fixant le régime des allocations à caractère familial des militaires des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies;

Vu les décrets n°s 51-509, 51-510 et 51-511 du 5 mai 1951 fixant les conditions d'accès aux cadres généraux et supérieurs, les régimes de rémunération, des prestations familiales, des congés administratifs de certains cadres de fonctionnaires civils relevant du ministère de la France d'outre-mer,

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

GÉNÉRALITÉS.

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables aux militaires à solde mensuelle et à solde spéciale progressive, entretenus au compte du budget de la France d'outre-mer, en service dans les territoires suivants : Afrique occidentale française, Togo, Cameroun, Afrique équatoriale française, Madagascar et dépendances, territoires des Comores, Côte française des Somalis, Saint-Pierre et Miquelon, Etablissements français dans l'Inde, Nouvelle-Calédonie et dépendances, Etablissements français de l'Océanie.

TITRE PREMIER

Régime de rémunération.

ART. 2. — Pour compter du 25 décembre 1950, sont expressément abrogées, en ce qui concerne les militaires à solde mensuelle et à solde spéciale progressive, en service dans les territoires énumérés à l'article 1^{er} ci-dessus, les dispositions des textes susvisés relatives à l'attribution de la majoration de dépaysement ou d'éloignement et de l'indemnité de zone.

ART. 3. — Le complément spécial, prévu par l'article 2, alinéa 1^{er} de la loi n° 50-772 du 30 juin 1950, est soumis au régime défini par les articles suivants en ce qui concerne les personnels militaires visés par le présent décret.

ART. 4. — I. — Le complément spécial est un accessoire de solde non soumis à retenue pour pension, alloué aux militaires à solde mensuelle et à solde spéciale progressive, comme il l'est aux fonctionnaires civils des divers cadres pour faire face aux sujétions particulières inhérentes à l'exercice de la fonction publique dans les territoires d'outre-mer.

II. — Le complément spécial est proportionnel à la solde indiciaire de base des militaires à solde mensuelle et à la solde de base des militaires à solde spéciale progressive.

Son montant établi en francs métropolitains est payé pour sa contre-valeur en monnaie locale d'après la parité en vigueur au cours de la période sur laquelle porte la liquidation, multipliée par l'index de correction applicable à la solde de base.

Les taux du complément spécial de solde attribués aux officiers, aux militaires non officiers à solde mensuelle classés dans l'échelle de solde n° 4 ainsi qu'aux militaires non officiers de la gendarmerie classés dans l'échelle de solde I-G sont identiques à ceux fixés pour les fonctionnaires des cadres généraux relevant du ministère de la France d'outre-mer, en service dans les mêmes territoires. Les militaires non officiers à solde mensuelle classés dans les échelles de solde n°s 2 et 3 bénéficient du complément spécial de solde, suivant les taux maxima appliqués aux fonctionnaires civils des cadres supérieurs de la France d'outre-mer autres que ceux désignés à l'article 4 du

décret n° 51-509 du 5 mai 1951 et en service dans les mêmes territoires.

Les militaires non officiers à solde mensuelle classés dans l'échelle de solde n° 1 bénéficient du complément spécial de solde suivant les taux maxima appliqués aux fonctionnaires civils des cadres locaux du ministère de la France d'outre-mer en service dans les mêmes territoires.

Toutefois, à titre transitoire et personnel, les militaires non officiers à solde mensuelle admis au bénéfice de l'échelle de solde n° 3 avant le 25 décembre 1960 peuvent recevoir le complément spécial de solde suivant les taux applicables aux militaires non officiers à solde mensuelle classés dans l'échelle de solde n° 4.

Les militaires à solde spéciale progressive perçoivent le complément spécial de solde conformément aux tarifs fixés dans le tableau ci-dessous, exprimés en dixième de la solde de base.

ÉCHELLES DE SOLDE	TERRITOIRE DE SERVICE							
	SAINT PIERRE ET MIQUELON	NOUVELLE CALÉDONIE ET OCÉANIE	AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE ET TOGO	AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE ET CAMEROUN	MADAGASCAR ET COMORES	CÔTE FRANÇAISE DES SOMALIS	ETABLIS- SEMENTS FRANÇAIS DANS L'INDE	NOUVELLES HÉBRIDES, ILES WALLIS ET FUTUNA
III	1,5/10	1,25/10	2/10	1,5/10	2/10	1,5/10	1,5/10	2/10
II	1,5/10	1,25/10	2/10	1,5/10	1,5/10	1,5/10	1,5/10	1,5/10
I	0,75/10	0,625/10	1/10	1/10	1/10	1/10	1/10	1/10

III. — Les militaires envoyés en mission continuent à se voir appliquer les dispositions du décret n° 50-794 du 23 juin 1950 fixant le régime de rémunération applicable en position de mission à ces personnels.

Toutefois, le complément spécial de solde du territoire de mission est substitué à la majoration de dépaysement dans tous les cas où le paiement de cette dernière est prévu par le décret susvisé.

IV. — Le droit au complément spécial de solde court du jour inclus de l'arrivée dans le territoire et cesse le jour du départ de ce territoire.

Il n'est pas interrompu lorsque le militaire en service ou en mission dans son territoire voyage par ordre entre les diverses dépendances d'un même groupe de territoires ou d'un même territoire autonome.

V. — Les militaires qui, en cours de voyage ou à leur arrivée, sont retenus en quarantaine au lazaret d'un territoire peuvent prétendre, le cas échéant, à leur choix, pendant la quarantaine, soit au complément spécial de solde afférent audit territoire, soit à la concession de l'indemnité prévue par la réglementation relative aux frais de déplacement outre-mer.

VI. — Ont également droit, le cas échéant, au complément spécial afférent au territoire où ils se trouvent effectivement, cumulativement avec les indemnités réglementaires pour frais de déplacement, les militaires

qui, soit en se rendant de la métropole dans un territoire d'outre-mer ou vice versa, soit en passant d'un territoire dans un autre, sont débarqués ou retenus par ordre ou par cas de force majeure :

1^o Dans un territoire autre que celui auquel ils sont ou étaient affectés;

2^o Dans un port ou aéroport d'un territoire autre que celui du débarquement.

VII. — Les militaires qui, par suite de mutation prononcée pour raison de service, sont appelés à changer de territoire, ne reçoivent, le cas échéant, le complément spécial de solde prévu pour le territoire où ils doivent continuer à servir que du jour de leur arrivée dans ce dernier territoire, le complément spécial du territoire où ils se trouvent leur étant alloué jusqu'au jour exclu de leur départ.

VIII. — Le complément spécial est soumis aux règles d'allocation de solde perçu dans les mêmes conditions et, le cas échéant, réduit dans les mêmes proportions.

ART. 5. — Les militaires à solde mensuelle et à solde spéciale progressive, visés par le présent décret, effectuant une traversée maritime ou aérienne ou se trouvant en congé de fin de campagne, en permission ou en congé de convalescence faisant suite à un séjour outre-mer, continuent à être rémunérés

dans les conditions fixées par l'article 4 (§ I B, alinéa f) du décret du 28 décembre 1945, modifié par décret n° 49-1029 du 27 juillet 1949.

ART. 6. — En attendant l'établissement d'un nouveau régime d'indemnité résidentielle de cherté de vie à intervenir dans les six mois, avec effet du 25 décembre 1950, et dont les personnels militaires bénéficieront dans les mêmes conditions que les fonctionnaires civils en service dans les mêmes territoires, les taux actuels de l'indemnité de zone sont maintenus à titre d'acompte dans les territoires où cette indemnité existe.

ART. 7. — I. — Les dispositions du décret n° 49-90 du 20 janvier 1949 fixant l'indemnité de départ outre-mer sont, en ce qui concerne les personnels visés par le présent décret, abrogées et remplacées par les suivantes :

II. — L'indemnité d'éloignement prévue par l'article 2, alinéa 2 de la loi n° 50-772 du 30 juin 1950, est allouée dans les mêmes conditions qu'aux personnels

civils des cadres généraux, aux militaires à solde mensuelle et à solde spéciale progressive appelés à servir en dehors, soit de la métropole, soit du territoire où ils sont en service, soit du pays ou territoire où ils résident habituellement.

Elle n'est pas due :

1^o Lorsqu'il n'y a pas de déplacement effectif du militaire;

2^o En cas de mutation sur demande de l'intéressé.

III. — L'indemnité d'éloignement est payable en deux fractions égales, l'une avant le départ, l'autre au retour, fixées chacune d'après les soldes métropolitaines en vigueur au moment de sa liquidation et en fonction de l'éloignement et de la durée du séjour.

Le barème ci-dessous indique, exprimé en nombre de jours de solde budgétaire, le montant rapporté à l'année de séjour réglementaire de chacune des deux fractions de l'indemnité d'éloignement.

CHANGEMENT DE TERRITOIRE avec déplacement effectif du militaire partant sur :	TERRITOIRE DE SERVICE								
	Afrique occidentale française, Togo, Comores	Saint-Pierre et Miquelon	Madagascar	Afrique équatoriale française, Cameroun	Etablis- sements français dans l'Inde	Etablis- sements français d'Océanie, Nouvelle- Calédonie	Nouvelles- Hébrides	Iles Wallis et Futuna	Côte française des Somalis
Moins de 500 km. . .	7 jours	»	7 jours	12 jours	»	»	»	»	»
Plus de 500 km. et moins de 1.000 km. .	15 jours	»	14 jours	23 jours	»	»	»	»	»
Plus de 1.000 km. et moins de 2.000 km. .	30 jours	»	28 jours	45 jours	»	»	»	»	»
Plus de 2.000 km. et moins de 3.000 km. .	45 jours	»	42 jours	68 jours	»	»	»	»	»
Plus de 3.000 km. . .	83 jours	60 jours	70 jours	113 jours	96 jours	75 jours	90 jours	130 jours	113 jours

Il est précisé que, en ce qui concerne les personnels militaires, dans les groupes de territoires, le déplacement effectif d'un territoire à l'autre ne donne droit à la perception de l'indemnité d'éloignement dans les conditions de taux et de distances ci-dessus définies, que dans le cas où le déplacement considéré résulte d'une affectation pour effectuer dans un territoire du groupe un séjour réglementaire donnant droit, en temps de paix, à des bonifications pour campagnes admises dans la liquidation d'une pension militaire.

IV. — Les personnels militaires visés par le présent décret percevront le supplément familial de l'indemnité d'éloignement dans les mêmes conditions et au même taux que les fonctionnaires civils des cadres généraux pour qui ce supplément familial sera fixé par arrêté interministériel contresigné du ministre de la France d'outre-mer et du ministre des finances. Le paiement de ce supplément s'effectue en deux échéances coïncidant avec celles de l'indemnité d'éloignement.

V. — Les militaires qui, après avoir reçu la moitié de l'indemnité d'éloignement, ne suivent pas leur destination, doivent rembourser le montant de cette allocation. Toutefois, s'ils ont été mis dans l'impossibilité de rejoindre leur poste pour des raisons indépendantes de leur volonté, ils conserveront la partie de cette allocation correspondant au montant de l'indemnité prévue par décret n° 49-90 du 20 janvier 1949. Les militaires maintenus en possession de cette fraction d'indemnité ne peuvent prétendre à la partie de l'indemnité d'éloignement déjà perçue et non reversée en cas de désignation ultérieure pour un séjour outre-mer.

Seul peut, éventuellement être dû, le complément d'indemnité motivé par une modification de la solde de base des intéressés.

VI. — Les militaires rapatriés de leur territoire de service, quelle que soit la cause de leur rapatriement, ne peuvent prétendre à la deuxième tranche de l'indemnité d'éloignement qu'autant que la durée du séjour a été supérieure à la moitié du séjour réglementaire.

Dans ce cas, la deuxième moitié de l'indemnité est proportionnelle au séjour effectué après le douzième, le quinzième ou le dix-huitième mois, selon le territoire de service, suivant que la durée du séjour réglementaire est fixée à deux ans, deux ans et demi ou trois ans.

VII. — Tout militaire interrompant son séjour pour convenance personnelle avant l'expiration de la période réglementaire, subit sur sa solde une retenue égale à une partie de l'indemnité d'éloignement déjà perçue ou à percevoir.

Cette partie est proportionnelle au nombre de mois restant à courir jusqu'à l'achèvement du séjour réglementaire, tout mois commencé étant considéré comme ayant été effectivement accompli.

VIII. — Le taux de la deuxième tranche de l'indemnité d'éloignement est celui de l'indemnité en vigueur dans le dernier territoire de service quand les militaires sont, dans le cours de leur séjour, envoyés d'un territoire à l'autre.

IX. — Tout militaire maintenu en service effectif au delà de la durée de séjour réglementaire, reçoit un supplément d'indemnité d'éloignement proportionnel au temps de séjour effectué en excédent et calculé d'après le taux de l'indemnité du dernier territoire de service.

X. — Tout paiement de l'indemnité doit faire l'objet d'une mention sur le livret de solde des intéressés.

ART. 8. — Pour les personnels en cours de séjour en service outre-mer au 25 décembre 1950, les deux fractions de l'indemnité d'éloignement auxquelles ils peuvent prétendre leur seront payées à leur retour proportionnellement au temps qu'ils auront passé dans leur territoire de service à partir du 25 décembre 1950.

Les militaires à solde spéciale admis en cours de séjour au bénéfice de la solde spéciale progressive pourront percevoir à leur retour les deux fractions de l'indemnité d'éloignement à laquelle ils peuvent prétendre proportionnellement au temps qu'ils auront passé dans le territoire de service postérieurement à la date de leur admission au bénéfice de la solde spéciale progressive.

ART. 9. — L'application des dispositions qui précèdent ne pourra avoir pour effet de réduire les accessoires de solde des personnels intéressés à un montant inférieur à celui dont ils bénéficiaient sous l'empire des dispositions des décrets abrogés aux articles 2 et 7 ci-dessus, sur la base des soldes applicables à la date du 1^{er} juillet 1950.

TITRE II

Régimes des prestations familiales.

ART. 10. — Sont expressément abrogées dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, à compter du 1^{er} janvier 1951, toutes dispositions des textes susvisés relatives au régime des prestations familiales et indemnités pour charges de famille, contraires aux dispositions ci-après.

ART. 11. — Pour compter du 25 décembre 1950, les militaires à solde mensuelle et à solde spéciale progressive en service dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer bénéficieront, sans distinction de race, de statut personnel, d'origine ou de lieu de recrutement, du régime d'allocations et de prestations familiales fixé par les arrêtés des hauts commissaires ou chefs de territoires pour l'ensemble des personnels civils placé sous leur autorité, dans les conditions prévues à l'article 5 de la loi n° 50-772 du 30 juin 1950 et à l'article 12 du décret n° 51-511 du 5 mai 1951 fixant les régimes de rémunérations et de prestations familiales de certains cadres de fonctionnaires civils relevant du ministère de la France d'outre-mer.

ART. 12. — Les militaires provenant de la métropole, d'un département ou d'un territoire d'outre-mer où ils auraient vocation à bénéficier d'un régime plus favorable recevront, à titre personnel, les prestations afférentes à ce régime.

A cet effet, les intéressés percevront, à titre personnel, dans les mêmes conditions que les fonctionnaires civils se trouvant dans ce cas, une indemnité différentielle établie par comparaison entre le régime familial de leur territoire de service et celui de leur territoire de provenance.

En ce qui concerne les militaires provenant de la métropole, cette indemnité sera égale à la différence entre :

1^o Le montant total des émoluments à caractère familial auxquels ils auraient droit si les dispositions relatives à ces derniers étaient applicables dans le territoire où ils exercent leurs fonctions, sur la base du salaire moyen mensuel de 11.660. Ce montant, libellé en francs métropolitains, est retenu pour sa contre-valeur en monnaie locale d'après la parité en vigueur pendant la période sur laquelle porte la liquidation multipliée par l'index de correction fixé pour le territoire considéré ;

2^o Le montant libellé en monnaie locale des allocations que ces mêmes personnels reçoivent au titre des dispositions visées à l'article 11 ci-dessus.

ART. 13. — En aucun cas le total des émoluments à caractère familial auxquels auront droit les personnels visés par le présent décret ne pourra être inférieur en monnaie locale, à celui des allocations de même nature qu'il percevaient sous l'empire de la réglementation antérieure.

ART. 14. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

ART. 15. — Le vice-président du conseil, ministre de la défense nationale, le ministre de la France d'outre-mer, le vice-président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, le ministre du budget, le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil et le secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre) sont chargés, cha-

en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la guerre et du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 11 octobre 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,
Louis JACQUINOT.

Le vice-président du conseil,
ministre de la défense nationale,
Georges BIDAULT.

Le vice-président du conseil,
ministre des finances et des affaires économiques,
René MAYER.

Le ministre du budget,
Pierre COURANT.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
Félix GAILLARD.

Le secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre),
Pierre DE CHEVIGNÉ.

DECRET n° 51-1186 du 11 octobre 1951.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du vice-président du conseil, ministre de la défense nationale, du ministre de la France d'outre-mer, du vice-président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, du ministre du budget et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu la loi n° 50-772 du 30 juin 1950 fixant les conditions d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les conditions de recrutement, de mise en congé, ou à la retraite de ces mêmes personnels;

Vu le décret du 29 décembre 1903 portant règlement sur la solde et les accessoires de soldes des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'ordonnance n° 45-1380 du 23 juin 1945 portant réforme générale du régime de solde des militaires et assimilés des armées de terre, de mer et de l'air;

Vu le décret n° 45-0157 du 28 décembre 1945 fixant le régime des soldes des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies;

Vu le décret n° 47-2163 du 10 novembre 1947 fixant le régime de solde et d'indemnités applicable aux militaires non officiers ressortissants des territoires relevant du département de la France d'outre-mer, en service dans ces territoires;

Vu le décret n° 49-1029 du 27 juillet 1949 modifiant le décret n° 45-0157 du 28 décembre 1945 fixant le régime de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret n° 49-528 du 15 avril 1949 étendant, notamment aux militaires à solde mensuelle des armées de terre en service dans les territoires appartenant à la zone du franc C.F.A., le bénéfice des dispositions relatives à la réalisation du reclassement de la fonction publique;

Vu le décret n° 49-1257 du 27 août 1949 étendant à la Côte française des Somalis les dispositions des décrets n°s 49-528, 49-529 et 49-530 du 15 avril 1949 relatifs à l'application du reclassement de la fonction publique et aux charges de famille outre-mer;

Vu le décret n° 50-295 du 10 mars 1950 étendant à Saint-Pierre et Miquelon les dispositions des décrets n° 49-528 et n° 49-529 du 15 avril 1949 relatifs à l'application du reclassement de la fonction publique;

Vu le décret n° 50-296 du 10 mars 1950 étendant les dispositions des décrets n° 49-528 et n° 49-529 du 15 avril 1949 relatifs à l'application du reclassement de la fonction publique aux territoires de la zone du franc C.F.A. et aux Etablissements français dans l'Inde;

Vu le décret n° 51-1185 du 11 octobre 1951 fixant les régimes de rémunération et des prestations familiales des militaires à solde mensuelle et à solde spéciale progressive entretenus au compte du budget du ministère de la France d'outre-mer dans les territoires relevant du ministère;

Vu le décret n° 51-617 du 24 mai 1951 portant majorations de traitements et soldes des personnels civils et militaires de l'Etat;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1er mars 1951, le supplément familial fixé par les articles 1er à 3 du décret n° 51-619 du 24 mai 1951 entre en compte pour la détermination de l'indemnité différentielle prévue par l'article 12 du décret n° 51-1185 du 11 octobre 1951 en ce qui concerne les militaires à solde mensuelle et à solde spéciale progressive en service dans les territoires énumérés ci-après : Afrique occidentale française, Togo, Cameroun, Afrique équatoriale française, Madagascar et dépendances, territoire des Comores, Côte française des Somalis, Saint-Pierre et Miquelon.

ART. 2. — Le vice-président du conseil, ministre de la défense nationale, le vice-président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de la France d'outre-mer, le ministre du budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 octobre 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,
Louis JACQUINOT.

Le vice-président du conseil,
ministre de la défense nationale,
Georges BIDAULT.

Le vice-président du conseil,
ministre des finances et des affaires économiques,
René MAYER.

Le ministre du budget,
Pierre COURANT.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
Félix GAILLARD.

DECRET n° 51-1187 du 11 octobre 1951.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du vice-président du conseil, ministre de la défense nationale, du ministre de la France d'outre-mer, du vice-président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, du ministre du budget et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu la loi n° 50-772 du 30 juin 1950 fixant les conditions d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les conditions de recrutement, de mise en congé, ou à la retraite de ces mêmes personnels;

Vu le décret du 29 décembre 1903 portant règlement sur la solde et les accessoires de soldes des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'ordonnance n° 45-1380 du 23 juin 1945 portant réforme générale du régime de solde des militaires et assimilés des armées de terre, de mer et de l'air;

Vu le décret n° 45-0157 du 28 décembre 1945 fixant le régime des soldes des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies;

Vu le décret n° 47-2163 du 10 novembre 1947 fixant le régime de solde et d'indemnités applicable aux militaires non officiers ressortissants des territoires relevant du département de la France d'outre-mer, en service dans ces territoires;

Vu le décret n° 49-1029 du 27 juillet 1949 modifiant le décret n° 45-0157 du 28 décembre 1945 fixant le régime de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret n° 49-528 du 15 avril 1949 étendant, notamment aux militaires à solde mensuelle des armées de terre en service dans les territoires appartenant à la zone du franc C.F.A., le bénéfice des dispositions relatives à la réalisation du reclassement de la fonction publique;

Vu le décret n° 49-1257 du 27 août 1949 étendant à la Côte française des Somalis les dispositions des décrets nos 49-528, 49-529 et 49-530 du 15 avril 1949 relatifs à l'application du reclassement de la fonction publique et aux charges de famille outre-mer;

Vu le décret n° 50-295 du 10 mars 1950 étendant à Saint-Pierre et Miquelon les dispositions des décrets n° 49-528 et n° 49-529 du 15 avril 1949 relatifs à l'application du reclassement de la fonction publique;

Vu le décret n° 50-296 du 10 mars 1950 étendant les dispositions des décrets n° 49-528 et n° 49-529 du 15 avril 1949 relatifs à l'application du reclassement de la fonction publique aux territoires de la zone du franc C.F.P. et aux Etablissements français dans l'Inde;

Vu le décret n° 51-1185 du 11 octobre 1951 fixant les régimes de rémunération et des prestations familiales des militaires à solde mensuelle et à solde spéciale progressive entretenus au compte du budget du ministère de la France d'outre-mer dans les territoires relevant du ministère;

Vu le décret n° 51-617 du 24 mai 1951 portant majorations de traitements et soldes des personnels civils et militaires de l'Etat;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} mars 1951, les personnels militaires en service dans les territoires relevant de l'autorité du ministère de la France d'outre-

mer énumérés ci-après : Afrique occidentale française, Togo, Cameroun, Afrique équatoriale française, Madagascar et dépendances, territoires des Comores, Côte française des Somalis, Saint-Pierre et Miquelon reçoivent le complément provisoire de solde égal à celui accordé aux militaires de mêmes grade et qualification en service en France métropolitaine tel qu'il résulte des dispositions du décret n° 51-617 du 24 mai 1951 portant majoration de traitements et soldes des personnels civils et militaires de l'Etat.

ART. 2. — La totalité de la solde de base et du complément provisoire de solde résultant de l'application du présent décret entre en compte pour le calcul :

Du complément spécial prévu par l'article 2 (alinéa 1^{er}) de la loi n° 50-772 du 30 juin 1950 et réglementé par les articles 3 et 4 du décret n° 51-1185 du 11 octobre 1951.

De l'indemnité d'éloignement et de son supplément familial prévus par l'article 2 (alinéa 2) de la loi n° 50-772 du 30 juin 1950 et réglementé par l'article 7 du décret n° 51-1185 du 11 octobre 1951.

ART. 3. — Le montant du complément provisoire de solde, établi en francs métropolitains, est payé pour sa contre-valeur en monnaie locale, d'après la parité en vigueur au cours de la période sur laquelle porte la liquidation, multiplié par l'index de correction applicable à la solde de base.

ART. 4. — Le vice-président du conseil, ministre de la défense nationale, le ministre de la France d'outre-mer, le vice-président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, le ministre du budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 octobre 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,
Louis JACQUINOT.

Le vice-président du conseil,
ministre de la défense nationale,
Georges BIDAULT.

Le vice-président du conseil,
ministre des finances et des affaires économiques,
René MAYER.

Le ministre du budget,
Pierre COURANT.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
Félix GAILLARD.

DECRET n° 51-1188 du 11 octobre 1951.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du vice-président du conseil, ministre de la défense nationale, du ministre de la France d'outre-mer, du vice-président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, du ministre du budget et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu la loi n° 50-772 du 30 juin 1950 fixant les conditions d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les conditions de recrutement, de mise en congé, ou à la retraite de ces mêmes personnels;

Vu le décret du 29 décembre 1903 portant règlement sur la solde et les accessoires de soldes des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'ordonnance n° 45-1380 du 23 juin 1945 portant réforme générale du régime de solde des militaires et assimilés des armées de terre, de mer et de l'air;

Vu le décret n° 45-0157 du 28 décembre 1945 fixant le régime des soldes des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies;

Vu le décret n° 47-2163 du 10 novembre 1947 fixant le régime de solde et d'indemnités applicable aux militaires non officiers ressortissants des territoires relevant du département de la France d'outre-mer, en service dans ces territoires;

Vu le décret n° 49-1029 du 27 juillet 1949 modifiant le décret n° 45-0157 du 28 décembre 1945 fixant le régime de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret n° 49-528 du 15 avril 1949 étendant, notamment aux militaires à solde mensuelle des armées de terre en service dans les territoires appartenant à la zone du franc C.F.A., le bénéfice des dispositions relatives à la réalisation du reclassement de la fonction publique;

Vu le décret n° 49-1257 du 27 août 1949 étendant à la Côte française des Somalis les dispositions des décrets n°s 49-528, 49-529 et 49-530 du 15 avril 1949 relatifs à l'application du reclassement de la fonction publique et charges de famille outre-mer;

Vu le décret n° 50-295 du 10 mars 1950 étendant à Saint-Pierre et Miquelon les dispositions des décrets n° 49-528 et n° 49-529 du 15 avril 1949 relatifs à l'application du reclassement de la fonction publique;

Vu le décret n° 50-296 du 10 mars 1950 étendant les dispositions des décrets n° 49-528 et n° 49-529 du 15 avril 1949 relatifs à l'application du reclassement de la fonction publique aux territoires de la zone du franc C.F.P. et aux Etablissements français dans l'Inde;

Vu le décret n° 51-1185 du 11 octobre 1951 fixant les régimes de rémunération et des prestations familiales des militaires à solde mensuelle et à solde spéciale progressive entretenus au compte du budget du ministère de la France d'outre-mer dans les territoires relevant du ministère;

Vu le décret n° 51-617 du 24 mai 1951 portant majorations de traitements et soldes des personnels civils et militaires de l'Etat;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le présent décret fixe le régime de l'indemnité résidentielle de cherté de vie applicable à compter du 25 décembre 1950 aux personnels militaires qui sont en service dans les terri-

toires relevant de l'autorité du ministre de la France d'outre-mer, énumérés ci-après : Afrique occidentale française, Togo, Cameroun, Afrique équatoriale française, Madagascar et dépendances, territoires des Comores, Côte française des Somalis, Saint-Pierre et Miquelon.

ART. 2. — Les personnels militaires à solde mensuelle en service dans l'un des territoires visés à l'article précédent perçoivent l'indemnité résidentielle de cherté de vie au taux et dans les conditions applicables suivant les cas, et conformément aux dispositions du décret n° 51-950 du 21 juillet 1951, aux personnels civils des cadres généraux, des cadres supérieurs ou des cadres locaux en service dans les mêmes territoires, selon qu'ils bénéficient du complément spécial de solde, institué par le décret n° 51-1185 du 11 octobre 1951 au taux prévu pour les personnels civils des cadres généraux, des cadres supérieurs ou des cadres locaux.

Pour l'application des dispositions du paragraphe précédent, les personnels des cadres supérieurs ne comprennent pas ceux visés à l'article 4 du décret n° 51-509 du 5 mai 1951.

ART. 3. — Les militaires à solde spéciale progressive perçoivent une indemnité résidentielle de cherté de vie, égale aux deux cinquièmes de l'allocation de même nature allouée aux caporaux-chefs appartenant aux mêmes échelles de solde et de même ancienneté, en service dans les mêmes territoires.

ART. 4. — A compter du 25 décembre 1950, les indemnités de zone sont supprimées dans les territoires où elles existent.

Toutefois, dans les cas où le montant de ces indemnités résultant des tarifs applicables à la date du 24 décembre 1950 serait supérieur à celui de l'indemnité résidentielle de cherté de vie établi conformément aux dispositions de l'article 2 ci-dessus, l'indemnité résidentielle de cherté de vie serait exceptionnellement décomptée, en faisant application desdits tarifs des indemnités de zone pour la période du 25 décembre 1950 au 28 février 1951 inclus.

Par ailleurs, continueront d'être servis aux bénéficiaires jusqu'au 28 février 1951 inclus les majorations familiales de l'indemnité de zone suivant les tarifs applicables à la date du 24 décembre 1950, tels qu'ils résultent des dispositions de l'article 7 du décret n° 49-529 du 15 avril 1949 fixant les régimes de solde des personnels des cadres régis par décret du ministère de la France d'outre-mer et de l'article 7 du décret n° 45-057 du 28 décembre 1945 susvisé.

ART. 5. — Le vice-président du conseil, ministre de la défense nationale, le ministre de la France d'outre-mer, le vice-président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, le ministre du budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du

conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 octobre 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,
LOUIS JACQUINOT.

Le vice-président du conseil,
ministre de la défense nationale
Georges B. DAULT.

Le vice-président du conseil,
ministre des finances et des affaires économiques,
René MAYER.

Le ministre du budget,
Pierre COURANT.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
Félix GAILLARD.

Indemnités

ARRETE N° 727-51/Cab. du 13 octobre 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n° 49-1542 déterminant les indemnités diverses susceptibles d'être payées au titre de la solde aux militaires de l'armée de terre, en service dans les territoires et départements d'outre-mer, promulgué au Togo le 8 décembre 1949;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 51-1149 du 1^{er} octobre 1951 modifiant le décret n° 49-1542 du 1^{er} décembre 1949 déterminant les indemnités diverses susceptibles d'être payées au titre de la solde aux militaires de l'armée de terre en service dans les territoires et départements d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 octobre 1951.

Y. Digo.

DECRET n° 51-1149 du 1^{er} octobre 1951.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du vice-président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, du ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés, du ministre du budget et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu l'article 8 de l'ordonnance n° 45-1380 du 23 juin 1945 portant réforme générale du régime de solde des militaires et assimilés, des armées de terre, de mer et de l'air;

Vu le décret n° 49-1542 du 1^{er} décembre 1949 déterminant les indemnités diverses susceptibles d'être payées au titre de la solde aux militaires de l'armée de terre, en service dans les territoires et départements d'outre-mer et notamment l'article 23 dudit décret allouant les indemnités basées sur l'idée de responsabilité pecuniaire;

Le conseil des ministres entendu.

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau n° II annexé au décret n° 49-1542 du 1^{er} décembre 1949 est modifié comme suit :

6^e catégorie : Supprimer « officiers des détails » ;

4^e catégorie : Ajouter après le 3^e alinéa : « officiers des détails ».

(Le reste sans changement).

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer, le vice-président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, le ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés, le ministre du budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et aura effet du 1^{er} janvier 1950.

Fait à Paris, le 1^{er} octobre 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,
LOUIS JACQUINOT.

Le ministre d'Etat chargé des relations
avec les Etats associés,
Jean LETOURNEAU.

Le vice-président du conseil,
ministre des finances et des affaires économiques,
René MAYER.

Le ministre du budget,
Pierre COURANT.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
Félix GAILLARD.

ARRETE N° 728-51/Cab. du 13 octobre 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 51-1151 du 3 octobre 1951 portant attribution d'une indemnité spéciale à certains fonctionnaires du cadre général des transmissions de la France d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 octobre 1951.

Y. DIGO.

DECRET N° 51-1151 du 3 octobre 1951.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du vice-président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, du ministre du budget et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu le décret du 23 août 1944 portant création du cadre général des transmissions coloniales;

Vu l'ordonnance n° 45-14 du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Vu le décret n° 50-1348 du 27 octobre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 76-2294 du 19 octobre 1946 aux fonctionnaires de certains cadres civils exerçant normalement leur activité dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 51-511 du 5 mai 1951 fixant, en application de la loi n° 50-772 du 30 juin 1950, le régime de rémunérations, des prestations familiales, des congés administratifs de certains cadres de fonctionnaires civils relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A titre exceptionnel, il peut être accordé aux chefs et sous-chefs de poste du cadre général des transmissions de la France d'outre-mer, en fonction le 1^{er} janvier 1949 ou recrutés antérieurement au 1^{er} juillet 1950, une indemnité spéciale non soumise à retenues pour pensions dont les taux seront fixés par des arrêtés revêtus de la signature du ministre de la France d'outre-mer, du ministre du budget, du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil chargé de la fonction publique.

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer, le vice-président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, le ministre du budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui prendra effet à compter du 1^{er} janvier 1949.

Fait à Paris, le 3 octobre 1951.

R. PLEVEN,

Par le président du conseil des ministres,

Le ministre de la France d'outre-mer,
Louis JACQUINOT.

Le vice-président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques,
René MAYER.

Le ministre du budget,
Pierre COURANT.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
Félix GAILLARD.

ARRETE N° 729-51/Cab. du 13 octobre 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 51-1158 du 4 octobre 1951 modifiant le décret n° 50-460 du 21 avril 1950 étendant aux militaires de la gendarmerie en service dans les territoires et départements d'outre-mer le bénéfice des dispositions du décret n° 49-709 du 27 mai 1949 portant création d'une indemnité de risques en faveur des militaires de la gendarmerie en service dans la métropole et modifiant le décret n° 49-1542 du 1^{er} décembre 1949 déterminant les indemnités diverses susceptibles d'être payées au titre de la solde aux militaires de l'armée de terre en service dans les territoires et départements d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 octobre 1951.

Y. DIGO.

DECRET n° 51-1158 du 4 octobre 1951.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du vice-président du conseil, ministre de la défense nationale, du vice-président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, du ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés, du ministre du budget et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu l'article 8 de l'ordonnance n° 45-1380 du 23 juin 1945 portant réforme générale du régime de solde des militaires et assimilés des armées, de terre, de mer et de l'air;

Vu le décret du 29 décembre 1903 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies, et des textes qui l'ont modifié;

Vu le décret n° 45-0157 du 28 décembre 1945 fixant le régime de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies, et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret n° 49-1542 du 1^{er} décembre 1949 déterminant les indemnités diverses susceptibles d'être payées au titre de la solde aux militaires de l'armée de terre en service dans les territoires et départements d'outre-mer;

Vu le décret n° 50-460 du 21 avril 1950 étendant aux militaires de la gendarmerie en service dans les territoires et départements d'outre-mer le bénéfice des dispositions du décret n° 49-709 du 27 mai 1949 portant création d'une indemnité de risques en faveur des militaires de la gendarmerie en service dans la métropole et modifiant le décret n° 49-1542 du 1^{er} décembre 1949 susvisé;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 du décret n° 50-460 du 21 avril 1950 est annulé et remplacé par le suivant :

« Art. 2 (nouveau). — Dans les territoires et départements d'outre-mer où ne circule pas le franc métropolitain, le montant de l'indemnité de risques, libellé en francs métropolitains, est payé pour sa contre-valeur en monnaie locale, d'après la parité en vigueur, multiplié par l'index de correction fixé pour chacun des territoires et départements considérés. »

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer, le vice-président du conseil, ministre de la défense nationale, le vice-président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, le ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés, le ministre du budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui aura effet du 1^{er} janvier 1950, et qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 octobre 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,
Louis JACQUINOT.

Le vice-président du conseil,
ministre de la défense nationale
Georges BIDAULT.

Le vice-président du conseil,
ministre des finances et des affaires économiques,
René MAYER.

Le ministre du budget,
Pierre COURANT.

Le ministre d'Etat chargé des relations
avec les Etats associés,
Jean LETOURNEAU.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
Félix GAILLARD.

ARRETE No 753-51/Cab. du 22 octobre 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n° 49-1543 du 1^{er} décembre 1949 portant attributions d'une indemnité de première mise d'uniforme aux gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies, promulgué au Togo le 8 décembre 1949;

Vu le décret n° 48-138 du 23 janvier 1948 modifiant le taux de l'indemnité de première mise d'équipement des administrateurs, des colonies et des administrateurs des services civils de l'Indochine, promulgué au Togo le 14 février 1948;

Vu le décret n° 50-753 du 24 juin 1950 fixant l'indemnité de première mise d'habillement et d'équipement allouée au personnel du cadre général des ports et rades relevant du ministère de la France d'outre-mer, promulgué au Togo le 5 juillet 1950;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le Territoire du Togo :

1^o — le décret n° 51-1192 du 11 octobre 1951 modifiant le taux de l'indemnité de première mise d'uniforme allouée aux gouverneurs généraux et gouverneurs de la France d'outre-mer et au personnel des administrateurs de la France d'outre-mer.

2^o — le décret n° 51-1193 du 11 octobre 1951 modifiant le décret n° 50-753 du 24 juin 1950 fixant l'indemnité de première mise d'habillement et d'équipement allouée au personnel du cadre général des ports et rades relevant du ministère de la France d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 octobre 1951.

Y. DICO.

DECRET no 51-1192 du 11 octobre 1951.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du vice-président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, du ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés, du ministre du budget et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu le décret n° 50-1348 du 27 octobre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 aux fonctionnaires de certains cadres civils exerçant normalement leur activité dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret du 17 décembre 1933 fixant l'uniforme des gouverneurs des colonies et des résidents supérieurs;

Vu le décret n° 49-1543 du 1er décembre 1949 portant attribution d'une indemnité de première mise d'uniforme aux gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies;

Vu le décret n° 51-480 du 26 avril 1951 portant fixation du statut particulier des gouverneurs généraux et gouverneurs de la France d'outre-mer;

Vu le décret du 25 avril 1933 modifiant l'uniforme des administrateurs des colonies, et celui du 9 août 1950 qui l'a complété et modifié;

Vu le décret n° 48-138 du 23 janvier 1948 modifiant le taux de l'indemnité de première mise d'équipement des administrateurs des colonies et des administrateurs des services civils de l'Indochine;

Vu le décret n° 49-415 du 15 mars 1949 portant attribution d'indemnités de transformation d'uniforme aux administrateurs des colonies et aux administrateurs des services civils de l'Indochine;

Vu le décret n° 51-460 du 23 avril 1951 portant fixation du statut particulier des administrateurs de la France d'outre-mer;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le taux de l'indemnité de première mise d'uniforme prévue par le décret susvisé du 1er décembre 1949 en faveur des gouverneurs généraux et gouverneurs de la France d'outre-mer, est porté à 50.000 F.

ART. 2. — Le taux de l'indemnité de première mise d'équipement prévue par le décret du 23 janvier 1948 en faveur des administrateurs de la France d'outre-mer, est porté à 32.000 F.

ART. 3. — Les taux de l'indemnité forfaitaire de transformation d'uniforme prévue par le décret du 15 mars 1949 en faveur des administrateurs de la France d'outre-mer, sont portés respectivement à :

10.000 F pour les administrateurs adjoints promus administrateurs;

12.000 F pour les administrateurs promus administrateurs en chef.

ART. 4. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés, le vice-président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, le ministre du budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui aura effet à compter du 1er janvier 1950 et sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 11 octobre 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

LOUIS JACQUINOT

*Le ministre d'Etat
chargé des relations avec les Etats associés,*
JEAN LETOURNEAU.

*Le vice-président du conseil,
ministre des finances et des affaires
économiques,*
René MAYER.

Le ministre du budget,
Pierre COURANT.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
FÉLIX GAILLARD.

DECRET n° 51-1193 du 11 octobre 1951.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du vice-président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, du ministre du budget et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil.

Vu la loi du 19 octobre 1946 portant statut général de la fonction publique et le décret du 27 octobre 1950 fixant les modalités de son application à certains personnels servant normalement dans les territoires relevant du ministère de la France d'Outre-mer.

Vu la loi du 30 juin 1950 concernant le régime de rémunération des personnels servant outre-mer et les décrets du 5 mai 1951 pris pour son application;

Vu le décret du 18 juillet 1945 réglant l'organisation générale et le statut du personnel des ports et rades relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 50-753 du 24 juin 1950 fixant l'indemnité de première mise d'habillement et d'équipement allouée au personnel du cadre général des ports et rades relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1er du décret susvisé du 24 juin 1950 est modifié comme suit :

« Art. 1er. — Le montant de l'indemnité de première mise d'habillement et d'équipement prévue par l'article 11 du décret du 18 juillet 1945 en faveur des lieutenants de ports titularisés est fixée à 27.000 F ».

(Le reste sans changement).

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer, le vice-président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, le ministre du budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer et qui prendra effet du 1er octobre 1950.

Fait à Paris, le 11 octobre 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,
LOUIS JACQUINOT.

*Le vice-président du conseil,
ministre des finances et des affaires économiques,*
René MAYER.

Le ministre du budget,
Pierre COURANT.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
Félix GAILLARD.

Magistrature d'outre-mer

ARRETE N° 725-51/Cab. du 13 octobre 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n° 50-1387 du 2 novembre 1950 portant modification temporaire au recrutement dans la magistrature d'outre-mer, promulgué au Togo le 10 novembre 1950;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 51-1159 du 4 octobre 1951 modifiant le décret n° 50-1387 du 2 novembre 1950 portant modification temporaire au recrutement dans la magistrature d'Outre-Mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 octobre 1951.
Y. DIGO.

DECRET N° 51-1159 du 4 octobre 1951.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative à l'organisation judiciaire des colonies, pays de protectorat et territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret du 22 août 1928 portant règlement d'administration publique, déterminant le statut de la magistrature coloniale et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret n° 50-1387 du 2 novembre 1950 portant modification temporaire au recrutement dans la magistrature d'outre-mer;

Le conseil d'Etat (commission de la fonction publique) entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 du décret susvisé du 2 novembre 1950 portant modification temporaire au recrutement dans la magistrature d'outre-mer, est ainsi modifié :

« Les nominations prévues à l'article précédent ne peuvent avoir lieu qu'après l'avis de la commission de classement de la magistrature de la France d'outre-mer. »

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 4 octobre 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

LOUIS JACQUINOT.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Edgar FAURE.

Pouvoirs publics

LOI n° 51-1123 du 26 septembre 1951.

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré.

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — AUX alinéas 1^{er} et 3 de l'article 11 de la loi du 6 janvier 1950, il est ajouté après les mots : « membre de l'Assemblée de l'Union française », les mots : « représentant la République française ou les territoires associés ».

ART. 2. — L'article 11 de la loi du 6 janvier 1950 est complété par les dispositions suivantes :

« Les incompatibilités prévues par la présente loi sont applicables dans les mêmes conditions aux membres du Parlement ainsi qu'aux membres de l'Assemblée de l'Union française représentant la République française ou les territoires associés lorsqu'il s'agit de fonctions rétribuées sur les fonds d'un Etat associé ou de fonctions rémunérées à la nomination d'un Etat associé.

« D'autre part, le Gouvernement français ne peut confier une mission temporaire ou une fonction rémunérée sur les fonds de l'Etat français à un représentant d'un Etat associé à l'Assemblée de l'Union française qu'avec l'agrément de cet Etat associé.

« De même un membre du Parlement ou un membre de l'Assemblée de l'Union Française représentant la République française ou un territoire associé ne peut accepter une mission temporaire d'un Etat associé qu'avec l'agrément du Gouvernement français.

« L'octroi d'une mission temporaire, après accord entre les Etats intéressés, devra être immédiatement porté à la connaissance de l'Assemblée à laquelle

le chargé de mission appartient. Les dispositions du paragraphe 3^o du présent article seront, en ce cas, applicables ».

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.
Fait à Paris, le 26 septembre 1951.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres,
R. PLEVEN.

Le ministre d'Etat,
Henri QUEUILLE.

*Le ministre d'Etat chargé des relations
avec les Etats associés,*
Jean LETOURNEAU.

*Le vice-président du conseil,
ministre de la défense nationale,*
Georges BIDAULT.

*Le vice-président du conseil,
ministre des finances et des affaires économiques,*
René MAYER.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Edgar FAURE.

Le ministre des affaires étrangères,
SCHUMAN.

Le ministre de l'intérieur,
Charles BRUNE.

Le ministre du budget,
Pierre COURANT.

Le ministre de l'éducation nationale,
André MARIE.

*Le ministre des travaux publics, des transports
et du tourisme,*
Antoine PINAY.

Le ministre de l'industrie et de l'énergie,
Jean-Marie LOUVEL.

*Le ministre du commerce et des relations
économiques extérieures,*
Pierre PFLIMLIN.

Le ministre de l'agriculture,
Paul ANTIER.

Le ministre de la France d'outre-mer,
Louis JACQUINOT.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,
Paul BACON.

Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,
Eugène CLAUDIUS-PETIT.

*Le ministre des anciens combattants
et victimes de la guerre,*
Emmanuel TEMPLE.

Le ministre de la santé publique et de la population,
Paul RIBEYRE.

Le ministre des postes, télégraphes et téléphones,
Joseph LANIEL.

Le ministre de la marine marchande,
André MORICE.

Le ministre de l'information,
Robert BURON.

Le ministre adjoint à la défense nationale,
Maurice BOURGES-MAUNOURY.

Logement et ameublement

ARRETE N^o 751-51/Cab. du 22 octobre 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 26 mai 1937 portant réglementation du logement et de l'ameublement aux colonies, promulgué au Togo le 25 juin 1937;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n^o 51-1191 du 11 octobre 1951, modifiant, en ce qui concerne les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les dispositions du décret du 26 mai 1937 fixant la réglementation du logement et de l'ameublement aux colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 octobre 1951.

Y. DICO.

DECRET n^o 51-1191 du 11 octobre 1951.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du vice-président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, du ministre du budget et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil;

Vu le décret n^o 50-1348 du 27 octobre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n^o 46-2294 du 19 octobre 1946 aux fonctionnaires de certains cadres civils exerçant normalement leur activité dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret du 26 mai 1937 portant réglementation du logement et de l'ameublement aux colonies, ensemble les textes qui l'ont complété ou modifié,

Vu le décret du 31 janvier 1944 suspendant provisoirement l'application en Afrique occidentale française et au Togo du décret du 26 mai 1937 susvisé;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 4, 7, 8, 10, 11, 12, 24, 25, et 26 du décret susvisé du 26 mai 1937 sont abrogés et remplacés, en ce qui concerne les territoires relevant du ministère de la France d'Outre-Mer, par les dispositions ci-après :

« ART. 4. — Aucune retenue n'est exercée pour le logement des fonctionnaires et agents classés au grou-

pe IV, lorsque ces derniers sont logés dans les locaux de leur service ou dans l'enceinte de l'établissement auquel ils appartiennent sous la condition expresse que leur service puisse être considéré comme permanent de jour et de nuit et qu'il ne puisse être exécuté sans que lesdits agents soient logés à l'intérieur des locaux ou de l'enceinte susvisés (cf. art. 10 ci-après).

« La liste des emplois et des fonctions repondant à ces conditions est fixée par arrêtés des chefs de territoires.

« ART. 7. — Les bâtiments sont répartis entre les catégories « définitifs », « provisoires » et « rudimentaires » par arrêtés des chefs de territoires, en tenant compte des caractéristiques définies par le tableau annexé au présent décret pour chaque catégorie. Les logements peuvent, en outre, être répartis en classes donnant lieu à des taux de retenues différentes. Aucune retenue de logement n'est effectuée pour les logements situés dans les bâtiments rudimentaires.

« L'attribution de logements situés dans des bâtiments « définitifs » ou « provisoires » donne lieu à l'exercice d'une retenue dont le montant ne peut être supérieur à la valeur locative desdits logements telle qu'elle est déterminée par arrêtés des chefs de territoires, conformément à la réglementation en vigueur sur les loyers des locaux à usage d'habitation, compte tenu des caractéristiques, du confort et de la situation des logements, ainsi que du coût général de la vie dans la localité considérée.

« La retenue applicable au fonctionnaire ou agent tient compte :

« 1^o De l'obligation qui lui est faite de loger dans les locaux concédés;

« 2^o De la précarité de l'occupation;

« 3^o Des charges anormales que la concession de logement ferait supporter à son bénéficiaire eu égard à sa situation administrative.

« Cette retenue ne peut, toutefois, être inférieure à celle fixée à l'article 10 ci-après.

« La fourniture d'un ameublement normal donne lieu à la perception d'une retenue d'ameublement dont le montant est égal à celui de la retenue opérée pour le logement nu.

« Lorsque le logement ne comporte qu'un ameublement partiel, la retenue d'ameublement est calculée proportionnellement au nombre de pièces effectivement meublées par rapport à celui composant le logement.

« Lorsque l'ameublement est seul fourni, la retenue est égale à celle qui serait faite au fonctionnaire ou agent si le même mobilier était mis à sa disposition dans un logement administratif ayant la même consistance que celui effectivement occupé par l'intéressé.

« Les pièces utilisées pour le fonctionnement du service ne donnent pas lieu à retenue de logement et d'ameublement.

« Art. 8. — La consistance de l'ameublement normal est déterminée par arrêté des chefs de territoires, compte tenu des conditions de vie dans la localité considérée. Elle est, autant que possible, fixée d'après le classement du logement.

« Aucune retenue d'ameublement n'est exercée lorsque l'ameublement fourni se limite à un ameublement sommaire déterminé par arrêtés des chefs de territoires. Il en est de même lorsqu'il est seulement fourni un lit avec literie et moustiquaire, une table et des sièges, ainsi que les meubles fixés à demeure (immeubles par destination).

« Art. 10. — Pour l'attribution des logements, les fonctionnaires et agents sont répartis en quatre groupes correspondant à leur indice hiérarchique tel qu'il est déterminé en application du décret du 10 juillet 1938.

« La composition du « logement normal » pouvant être mis à la disposition des fonctionnaires et agents et le montant de la retenue minimum mensuelle à leur appliquer pour la fourniture dudit logement sont fixés conformément au tableau ci-après :

GROUPE auquel appartient le fonctionnaire ou agent	NOMBRE de pièces du logement normal (1)	RETENUE mensuelle minimum de logement (2)	Diminution ou augmentation par Pièce attribuée en moins ou en plus (2)
		FR. { C.F.A. C.F.P.	FR. { C.F.A. C.F.P.
<i>Groupe I.</i> Fonctionnaires ayant un indice hiérarchique égal ou supérieur à 525 et agent contractuel as- similé.	5 pièces	1.200	180
<i>Groupe II.</i> Fonctionnaires ayant un indice hiérarchique égal ou supérieur à 330 et inférieur à 525. — Agent contractuel assi- milé.	4 pièces	900	135
<i>Groupe III.</i> Fonctionnaires ayant un indice hiérarchique égal ou supérieur à 220 et inférieur à 330. — Agent contractuel assi- milé.	3 pièces	600	90
<i>Groupe IV.</i> Fonctionnaires ayant un indice hiérarchique inférieur à 220. — A- gent contractuel assimilé.	2 pièces	420	60

Nota. — (1) Le nombre de pièces indiqué dans cette colonne correspond aux chambres de maître. N'entrent pas en ligne de compte les cabinets de toilette, chambres de domestique, cuisines, écuries, garages.
(2) Le taux de retenue correspond au logement normal situé dans un bâtiment définitif. Lorsque le logement est situé dans un bâtiment provisoire, la retenue minimum est réduite de moitié.

« Art. 11. — Les chefs de territoires peuvent prévoir par arrêtés la mise à la position des chefs d'administration ou de service d'un certain nombre de pièces de réception n'entrant pas en compte pour la détermination de la retenue de logement et d'ameublement.

« L'exonération de retenues ne pourra, toutefois, porter que sur les pièces attribuées effectivement en sus du nombre de celles constituant le logement normal (cf. art. 10 ci-dessus).

« Le droit aux pièces de réception ou à l'exonération correspondante disparaît avec la cessation des fonctions.

« Art. 12. (nouveau). — Les fonctionnaires et agents occupant un logement administratif dont la consistance excède celle du logement normal (augmenté, le cas échéant, des pièces de réception) peuvent demander l'attribution d'un autre logement correspondant à leur situation administrative.

« A défaut de cette attribution dans un délai de six mois, la retenue de logement sera calculée en fonction du nombre de pièces composant le logement normal prévu pour leur groupe.

« Les fonctionnaires et agents sont tenus d'accepter tout logement correspondant à leur situation administrative. Toutefois, cette obligation ne leur est pas imposée si leur départ de la localité doit avoir lieu dans un délai inférieur à six mois; dans ce dernier cas, les intéressés subissent la retenue correspondant au nombre de pièces effectivement occupées, déduction faite, le cas échéant, des pièces de réception.

« Art. 12 bis (nouveau). — Les fonctionnaires et agents logés à leurs frais peuvent bénéficier du remboursement de la part du loyer correspondant aux pièces de réception auxquelles ils pourraient prétendre en application de l'article 11 ci-dessus.

« Ce remboursement ne peut, toutefois, être accordé que pour les pièces excédant la consistance du logement normal (cf. art. 10 ci-dessus).

« Le montant du remboursement est égal à la valeur locative desdites pièces telle qu'elle résulte de l'application de la réglementation en vigueur sur les loyers des locaux à usage d'habitation ».

« Art. 26. — Exceptionnellement et sous réserve des dispositions spéciales à certains territoires, des lois et règlements en vigueur, les chefs de territoires peuvent instituer ou maintenir le droit au logement gratuit et, à défaut, à indemnité représentative en faveur des instituteurs et institutrices des cadres locaux ou détachés des cadres métropolitains.

« Le montant de l'indemnité représentative est égal à celui de la retenue correspondant à la fourniture du logement normal prévu pour le groupe auquel appartiennent les intéressés ».

ART. 2. — Est abrogé le décret du 31 janvier 1944 suspendant provisoirement l'application en Afrique occidentale française et au Togo du décret du 26 mai 1937 portant réglementation du logement et de l'ameublement aux colonies.

ART. 3. — Le ministre de la France d'outre-mer, le vice-président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, le ministre du budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 11 octobre 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres,

Le ministre de la France d'outre-mer,
Louis JACQUINOT.

Le vice-président du conseil,
ministre des finances et des affaires économiques,
René MAYER.

Le ministre du budget,
Pierre COURANT.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
Félix GAILLARD.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Circulation du bétail

ARRETE N° 718-51/SE. du 12 octobre 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté n° 425 du 26 juillet 1937 réglementant l'importation et l'exportation des animaux par voie de terre et réglementant la circulation du bétail au Togo;

Sur la proposition du Chef du Service de l'Elevage,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les exportateurs et importateurs de bétail sur pied peuvent emprunter la voie San-fatouti-Dapango, qui est appelée voie sanitaire n° 11.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 12 octobre 1951.

Y. Digo.

Conseillers de circonscription**Indemnités****ARRETE N° 737-51/F. du 17 octobre 1951.**

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 3 juillet 1897 sur les déplacements et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret n° 49-440 du 30 mars 1949, fixant les taux des indemnités susceptibles d'être alloués aux fonctionnaires et agents de l'Etat;

Vu le décret du 2 juin 1950 portant classement des cadres généraux;

Vu le décret n° 50-112 du 1er septembre 1950, relatif au régime des déplacements des fonctionnaires, employés et agents civils des services coloniaux et locaux;

Vu l'arrêté n° 493-51/AP. du 16 juillet 1951, organisant les conseils de circonscription au Togo notamment son article 12;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les membres des Conseils de circonscription ont droit pendant la durée des déplacements et des sessions à des indemnités dont le montant sera celui prévu pour les fonctionnaires des cadres généraux, classés au Groupe III.

Ces indemnités ne peuvent se cumuler avec aucune autre indemnité de même nature.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura effet pour compter du 1er septembre 1951 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 octobre 1951.

Y. Digo.

Productions coloniales**ARRETE N° 738-51/AE. du 17 octobre 1951.**

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 4 mai 1946 habilitant les Hauts-Commissaires et Commissaires à prendre toutes mesures nécessaires au point de vue économique pour assurer la vie des Territoires dont ils ont la charge,

Vu l'arrêté 883-49/AE. du 31 octobre 1949 portant création d'un compte de soutien et d'équipement de la production complété par l'arrêté 381-51/AE/Plan. du 4 juin 1951,

Vu l'arrêté 147-50/AE. du 17 février 1950 fixant le montant et la destination du versement effectué par les exportateurs de café au profit du Compte de Soutien et d'équipement de la production locale, Section II Café;

Vu l'arrêté 384-51/AE./Plan. du 4 juin 1951 portant perception d'une taxe à l'exportation de coprah au profit du Compte de Soutien et d'équipement de la production locale;

Après consultation de la Chambre de Commerce;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Des Comités de Gestion des différentes sections du Compte de Soutien et d'Equipe-ment de la Production Locale sont créés au Territoire.

Les attributions de ces Comités de Gestion sont les suivantes :

— Délibérer et décider les programmes d'emploi des fonds disponibles;

— Contrôler sur pièces l'exécution des programmes établis,

— Visiter les réalisations effectuées,

— Proposer les mesures propres à réapprovisionner le Compte de Soutien et d'Equipe-ment.

ART. 2. — Les programmes d'emploi délibérés par les Comités de Gestion seront sanctionnés par arrêté du Commissaire de la République.

ART. 3. — La composition du Comité de Gestion est ainsi fixée :

Président : Le Secrétaire Général du Gouvernement

Membres : Le Chef du Service des A.E. et du Plan

Le Chef du Service de l'Agriculture

2 Délégués de la Chambre de Commerce

1 Délégué de chacun des Conseils de

Circonscription intéressés par la culture du produit considéré,

1 Délégué des S.I.P. ou le cas échéant

des coopératives choisi parmi les planteurs intéressés par la culture

du produit considéré,

L'administrateur commandant chacun des

Cercles intéressés par la culture du

produit considéré.

ART. 4. — Les Comités de Gestion se réunissent tous les trimestres sur convocation de leur Président.

ART. 5. — Vu les disponibilités des différentes sections du Compte de Soutien et d'Equipe-ment de la Production, les Comités de Gestion des Sections ci-après énumérées seront les seuls à fonctionner présentement :

Section I Cacao

Section II Café

Section IX Cocotier

Le fonctionnement des Comités de Gestion des autres sections sera éventuellement fixé par décision du Commissaire de la République.

ART. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 octobre 1951.

Y. DIGO.

P. T. T.

ARRETE N° 741-51/PTT du 18 octobre 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'article 6 des actes de l'Union Postale Universelle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taxes postales, télégraphiques et téléphoniques applicables au départ du Togo sous tutelle de la France aux correspondances ou communications à destination de la Gold Coast et du Togo sous tutelle britannique sont celles du régime intérieur.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 octobre 1951.

Y. DIGO.

Cartes électorales

ARRETE N° 749-51/A.P. du 20 octobre 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative au Togo;

Vu la loi du 23 mai 1951 relative aux élections dans les territoires d'outre-mer;

Vu le décret n° 51-594 du 24 mai 1951 fixant les modalités générales d'application de la loi du 23 mai 1951 susvisée;

Vu l'arrêté n° 715-51/AP. du 12 octobre 1951 portant convocation des collèges électoraux en vue des élections pour le renouvellement de l'Assemblée Représentative du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé dans chaque Cercle, Subdivision et Commune-Mixte une Commission prévue à l'article 15 de la loi du 23 mai 1951 et aux articles 3 et 4 du décret n° 51-594 du 24 mai 1951 susvisés, relatifs à la distribution des cartes électorales.

ART. 2. — La présidence de ces Commissions est assurée, dans les Cercles et les Subdivisions, par le Commandant de Cercle ou son adjoint, ou par le Chef de Subdivision, et dans les Communes Mixtes, par l'Administrateur-Maire.

ART. 3. — Chaque Commission comprend un représentant de chaque candidat désigné conformément à l'article 4 du décret n° 51-594 du 24 mai 1951 susvisé.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des Cercles et Subdivisions et dans tous les bureaux de postes du Territoire.

Lomé, le 20 octobre 1951.

Y. DIGO.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Incorporation

Par arrêté n° 744-51/P. du :

18 octobre 1951. — M. Lasserre Félix, Professeur licencié du 5^e échelon du cadre métropolitain, nouvellement détaché au Togo, et arrivé au Territoire le 9 octobre 1951, est incorporé dans le cadre local supérieur de l'Enseignement du Second Degré en qualité de professeur licencié du 5^e échelon pour compter du 24 septembre 1951, veille de son embarquement pour le Togo.

Nominations

Par décision n° 806 D/P. du :

16 octobre 1951. — Madame Monclar, titulaire du baccalauréat de l'Enseignement Secondaire, est engagée en qualité d'institutrice auxiliaire, au salaire mensuel de 28.000 francs (vingt huit mille francs) pour compter du 15 octobre 1951.

La dépense est imputable au Chap. XVII — 3 — 3.

Madame Monclar est affectée à l'Ecole de la Marina (Lomé).

Par arrêté n° 746-51/P. du :

19 octobre 1951. — M. Abant Dabani, mécanicien de 1^{re} classe des Chemins de fer du Togo, est rayé

de son cadre actuel et intégré dans celui des chauffeurs de locomotive, en qualité de chauffeur de 1^{re} classe, pour compter du 1^{er} juillet 1951.

Par arrêté n° 747-51/P du :

19 octobre 1951. — Sont nommés élèves-moniteurs ou élèves-monitrices de l'Enseignement Officiel, pour compter du 15 octobre 1951, les candidats ou candidates dont les noms suivent, par ordre de mérite, ayant satisfait aux épreuves du concours de recrutement en date du 3 octobre 1951 :

Lawson Drackey Emilie	Lawson Eugénie
Tagbata Michel	Birregah Salamatou
Wilson Constance	Gado Max
Attogbé Joseph	Fumey Victorine
Wagbé Nicolas	Yorou Moumouni
Agboton Augustin	Foli Chrétien
Dongo Issaka	Assangado Salifou
Mensah Julienne	Hungues Lambert
Ahloye S. Hubert	Hadonou Paulin
Lao Boukary	Apenou Célestin
Fumey Adolphe	Tchalima Sanda
Saya Kokou Emmanuel	Bitho Joseph
	Assogba Victoria

Ces élèves-moniteurs ou élèves-monitrices seront affectés selon les besoins du Service dans les Cercles de Sokodé, Lama-Kara et Mango.

Affectations

Par décision n° 790 D/P. du :

12 octobre 1951. — M. Jouanno Pierre, Instituteur de 5^e classe du Cadre métropolitain, précédemment en service à Lomé (Ecole de la Marina), est affecté à l'Ecole Normale d'Atakpamé.

Mme. Jouanno Christiane, Institutrice de 6^e classe du Cadre Métropolitain, précédemment en service à Lomé (Ecole de la Marina), est affectée à l'Ecole Normale d'Atakpamé.

Par décision n° 791 D/P. du :

12 octobre 1951. — M. Lasserre Pierre Louis Félix, professeur licencié 5^e échelon du Cadre Métropolitain, arrivé au Territoire le 9 octobre 1951 est nommé Directeur du Collège Technique et Moderne de Sokodé, en remplacement de M. Verrier.

Par décision n° 792 D/P. du :

12 octobre 1951. — M. Brassard Raymond, Chef de district du Cadre Secondaire des Chemins de Fer du Togo de retour de congé et arrivé à Lomé par le s/s Canada le 9 octobre 1951, est mis à la disposition du Directeur des Travaux Publics et Transports du Togo.

Par décision n° 802 D/P. du :

13 octobre 1951. — M. Assiongbon Just Frumens, garde frontière de 4^e classe du cadre local du Togo, en service à la brigade des Douanes de Lomé, est affecté provisoirement à Nytoé-Zoukpé.

Par décision n° 803 D/P. du :

15 octobre 1951. — M. Mugnier David François, Agent principal de constatation 5^e échelon du cadre métropolitain des douanes, est chargé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, de la direction de la section de visite, en remplacement de M. Suhubiette.

M. Suhubiette Joseph, agent principal de constatation 5^e échelon, est chargé de la direction des secteurs douaniers du Sud et du Centre, en remplacement de M. Astier, en instance de départ en congé.

La présente décision aura effet pour compter du 16 octobre 1951.

Par décision n° 804 D/P. du :

15 octobre 1951. — M. Puccinelli Jean, Agent Contractuel d'Agriculture, de retour de congé et arrivé par le s/s Canada le 9 octobre 1951 est affecté à la Circonscription Agricole d'Atakpamé pour servir à la prospection des cacaoyères.

Par décision n° 810 D/P. du :

16 octobre 1951. — Le Médecin Capitaine Cheval, en service à l'Hôpital de Lomé, est nommé provisoirement, Médecin Chef de la Subdivision Sanitaire d'Atakpamé et du Secteur n° 5, en remplacement du Médecin Commandant Le Corroller, en instance de rapatriement sanitaire.

Par décision n° 811 D/P. du :

17 octobre 1951. — M. Raynaud Marcel, Chef Surveillant contractuel des Travaux Publics en service à Mango est mis à la disposition du Chef de la Subdivision des Travaux Publics du Sud.

La résidence de M. Raynaud est fixée à Anié.

Par décision n° 818 D/P. du :

18 octobre 1951. — Le Contrôleur des Produits Kpelly Nathian, auxiliaire Echelle I — Echelon 2, en service à Badou, Cercle d'Atakpamé, est affecté à la Subdivision de Tsévié (Contrôle de Mission-Tové).

Le Contrôleur des Produits Dick Paul, auxiliaire Echelle I Echelon 2, en service à Mission-Tové, Subdivision de Tsévié, est affecté à la Subdivision de Kougnohou (Contrôle de Badou), Cercle d'Atakpamé.

Par décision n° 819 D/P. du :

18 octobre 1951. — L'aide-météorologiste stagiaire Mensah Michel en service à Lomé est affecté à Sansané-Mango pour servir à la Station météorologique de cette localité.

L'intéressé sera mis en route sur son nouveau poste d'affectation à une date qui lui sera fixée par le Chef du Service Météorologique.

Par décision n° 820 D/P. du :

18 octobre 1951. — M. Ametepe Jean, Facteur Adjoint de 5^e classe du cadre local des Transmissions en service à Lomé, est affecté à Mango en remplacement de l'agent journalier Noaga Babilé.

Par décision n° 821 D/P. du :

18 octobre 1951. — M. Salako Patrice, Commis adjoint de 3^e classe du cadre local des Transmissions en service à Atakpamé est nommé, pour compter du 1^{er} décembre 1951 Gérant du Bureau des P.T.T. de Lama-Kara en remplacement de M. Amenyah Benoît qui reçoit une autre affectation.

M. Amenyah Benoît, commis adjoint de 3^e classe de la hiérarchie transitoire du cadre commun supérieur des Transmissions en service à Lama-Kara est affecté à Lomé.

M. Barcola Djobo, commis adjoint de 6^e classe du cadre local des Transmissions en service à Lomé est affecté à Atakpamé.

Par décision n° 832 D/P. du :

23 octobre 1951. — M. Duran Jacques, agent de la S.N.C.F. détaché au Togo et arrivé à Lomé par l'Avion du jeudi 10 octobre 1951, est mis à la disposition du Directeur des Travaux Publics et des Transports du Togo.

Mission

Par arrêté n° 717-51/P. du :

12 octobre 1951. — M. Prudon Georges, Administrateur adjoint, 2^e échelon, de la France d'Outre-Mer, actuellement en congé est désigné, au titre du Territoire du Togo, pour suivre le stage métropolitain de formation coopérative.

A partir du lendemain de l'expiration de son congé administratif, M. Prudon est placé en position de mission.

Pendant toute la durée du stage, la solde de M. Prudon est imputable au Budget de l'Etat. Les indemnités de déplacement et tous frais de transport sont imputables au Budget local du Togo.

Disponibilité

Par décision n° 793 D/P. du :

12 octobre 1951. — M. Assignon Adolphe, Monteur Adjoint de 5^e classe, du cadre local secondaire

de l'Enseignement du Togo, est, sur sa demande, placé dans la position de disponibilité sans traitement pour une durée d'UN (1) an, à compter du 14 octobre 1951.

Par arrêté n° 740-51/P. du :

17 octobre 1951. — M. Babelème Sylvain, Instituteur-Adjoint de 5^e classe du cadre local, en service au Collège Classique et Moderne de Lomé, titulaire d'une bourse d'enseignement supérieur dans la Métropole, est mis dans la position de disponibilité sans solde, pour compter du 18 octobre 1951, jour de son embarquement pour la Métropole et pour une durée d'un an.

Par décision n° 827 D/P. du :

22 octobre 1951. — M. Koko Kouassi, ouvrier de 1^{re} classe des Travaux Publics, en disponibilité sans traitement, est, sur sa demande, maintenu dans cette position pour une nouvelle période d'UN an, à compter du 1^{er} janvier 1952.

Sanction disciplinaire

Par décision n° 817 D/P. du :

18 octobre 1951. — Un blâme avec inscription au dossier est infligé à l'ouvrier de 6^e classe du cadre local secondaire des Travaux Publics du Togo Fiasse Jean, employé au Service de la Voie et des Bâtiments pour :

« Mauvaise manière de servir ».

Démissions

Par décision n° 796 D/P. du :

12 octobre 1951. — Est acceptée pour compter du 25 octobre 1951 la démission de son emploi offerte par Mme. Verdier Simone (née Lagarde), Professeur auxiliaire diplômée d'Anglais, en service au Collège Classique et Moderne de Lomé.

Par arrêté n° 739-51/P. du :

17 octobre 1951. — Est acceptée la démission de son emploi offerte par l'aide-météorologiste stagiaire Ajavon Jean, pour compter du 16 octobre 1951.

Suspension de fonctions

Par arrêté n° 743-51/P. du :

18 octobre 1951. — M. Duevi Augustin, facteur de 3^e classe du cadre local des Chemins de fer du Togo, en service à Lomé, sous le coup de poursuites judiciaires, est suspendu de ses fonctions, pour compter du 5 octobre 1951.

Pendant la durée de sa suspension, M. Duevi percevra la moitié de son traitement exclusif de tout accessoire de solde à l'exception des prestations familiales.

Révocation

Par arrêté n° 742-51/P. du :

18 octobre 1951. — M. Amekugee Simon, Commissaire d'Administration adjoint de 5^e classe du cadre local du Togo, en service au Cercle de Lomé, est révoqué de ses fonctions, pour complicité de détournement de fonds.

DIVERS**Commandement indigène**

Par décision n° 813 D/A.P. du :

18 octobre 1951. — M. Fagnon Robert, est agréé en qualité de secrétaire du Chef du canton de Djama (Cercle du Centre) au salaire annuel de 18.000 francs.

Par décision n° 814 D/A.P. du :

18 octobre 1951. — M. Adjosseh Michel, est agréé en qualité de secrétaire du Chef du canton de Gnagna (Cercle du Centre) au salaire annuel de 18.000 francs.

Commissions

Par décision n° 815 D/F. du :

18 octobre 1951. — Une commission composée de :
M.M. Guillou, Secrétaire Général *Président*
Marty, Agent Général de la S.C.O.A. *Membres*
Occansey, notable à Lomé.

tous trois membres du Conseil-Privé du Territoire se réunira le samedi 20 octobre 1951, dans la matinée, à l'effet de constater en ce qui concerne les Comptes Administratifs du Budget Local du Togo Exercice 1950 la concordance entre les écritures du Trésor et celles des services de l'Ordonnement dudit Budget.

Par décision n° 822 D/CFT. du :

19 octobre 1951. — Une Commission composée de :
M.M. Guillou, secrétaire général *Président*
Marty, Agent Général de la S.C.O.A. *Membres*
Occansey, Notable

tous trois membres du Conseil Privé, se réunira le Samedi 20 Octobre 1951, à l'effet de constater, en ce qui concerne les comptes administratifs du Budget Annexe de l'Exploitation du Chemin de Fer et du Wharf de l'Exercice 1950, la concordance entre les écritures du Trésor et celles des Services de l'Ordonnement dudit Budget.

Par décision n° 823 D/AE du :

19 octobre 1951. — M. Mansuy Jean, Administrateur-Adjoint de la France d'Outre-Mer, est nommé membre fonctionnaire européen de la Commission des Mercuriales, en remplacement de M. De Verdilhac, affecté à Sokodé.

RECTIFICATIF à la décision n° 691/F. du 1^{er} septembre 1951 nommant une commission de réforme.

Au lieu de :

Une commission de réforme composée de :
M.M. Le Secrétaire Général, *Président*

Lire :

Une commission de réforme composée de :
M.M. Le Secrétaire Général par délégation
du Commissaire de la République, *Président*

Le reste sans changement.

Enseignement**Bourses**

Par arrêté n° 719-51/E. du :

12 octobre 1951. — Est accordée, pour l'année scolaire 1951-52, une bourse entière d'enseignement supérieur, pour les établissements ci-dessous indiqués, aux élèves dont les noms suivent :

Ecole dentaire de Paris

Atayi Augustin (prothèse dentaire)

Faculté de Bordeaux

Bru Pierre (préparation école santé navale)

Faculté de Droit d'Aix en Provence

Messanwussu Hermann (préparation 1^{re} partie Bac. en droit et concours élèves inspecteurs des douanes)

Faculté de Médecine de Marseille

Kpotsra Gerson

Ecole Architecture de Paris

Olympio Clarence

Ecole normale enseignement technique Paris (Rue de la Roquette

Wilson Corneille Adjété (préparation concours P. T.A.)

Faculté de sciences de Montpellier

Babeleme Sylvain (préparation professorat sciences naturelles)

Préparation Ecole Centrale

Houngues Philippe

Est accordée pour l'année scolaire 1951-52, une bourse entière d'internat pour les établissements secondaires ci-dessous indiqués, aux élèves dont les noms suivent :

Lycée de Toulouse

Ajavon Oswald (Classe Math. Supérieures)

Collège Technique Nimes

Bruce Emmanuel (suite normale des études sort du Collège Technique de St. Louis)

Est accordée pour l'année scolaire 1951-52, une bourse entière d'enseignement supérieur pour les établissements ci-dessous indiqués, aux étudiants dont les noms suivent, déjà titulaires d'une bourse d'enseignement secondaire :

Faculté de Droit d'Aix

d'Almeida Barthélémy (prép. licence en Droit)
Acouetey Théodore (prép. licence en Droit)

Faculté de sciences de Montpellier

Lawson Christian (prép. licence ès-Sciences)
Koffi Antoine (prép. licence ès-Sciences)
Tenneroni Ange (prép. licence ès-Sciences)

Faculté de Sciences de Toulouse

Mensah Joseph (prép. licence Sc. Physiques)
Nabèdè Pakai (prép. licence Sc. Naturelles)

Faculté de Médecine de Lyon

Ananou Véronique

Ecole de Sages Femmes de Grenoble

Kouevi Cécile

Ecole Assistantes Sociales de Marseille

Sanvée Confort

Est accordée pour l'année scolaire 1951-52, le renouvellement des bourses entières d'enseignement supérieur pour les établissements ci-dessous indiqués, aux étudiants dont les noms suivent (suite normale des études)

Faculté de Lettres de Paris

Agblemagnon Ferdinand

Faculté de Médecine de Paris

Atayi Louis

Pharmacie de Paris

Djabaku Albert

Droit Paris

Randolph François Xavier (préparation du concours des Contributions Directes)

Sciences Paris

d'Almeida Bob Kekeh Albert
Aquereburu Christian

Médecine Nantes

Sidi Touré Gibirila

Médecine Marseille

Dackey Rémi Amorin Julio
Gadagbe Emile

Sciences Grenoble

Kouevi Ayi d'Almeida Christian

Pharmacie Reims

Matthia Antoine

Ecole Dentaire Dijon

Ghartey Charles

Faculté Lettres Lyon

Hontongbe Hilaire

Médecine Montpellier

Kekeh Jean Mensah Moïse
Mawupe Valentin Franklin Albert

Pharmacie Montpellier

Adapoe Willy Lawson Alphonse
Attisso Michel Gonçalves Sébastien
Amenyah Godwin

Sciences Montpellier

Afangbom Ignace

Ecole Dentaire Lyon

Mawupe Ignace

Médecine Bordeaux

Glokpor Georges

Sciences Dijon

Quadjovich Christophe

Est accordé pour l'année scolaire 1951-52, le renouvellement des bourses entières d'internat pour les établissements secondaires ci-dessous indiqués, aux élèves dont les noms suivent :

Lycée de Cannes

Quashie Léonidas Sogloh Nicéphore
Koffi Omer Agnithéy Athanase

Lycée de Versailles

Adjamba Samuel

Lycée d'Aix

Folly Dominique

Est accordé pour l'année scolaire 1951-52, le renouvellement des bourses entières d'internat pour les établissements ci-dessous indiqués, aux élèves dont les noms suivent :

Ecole Spéciale des T.P. de Paris

Adama Godfroy
Folly Louis

Ecole Nationale Professionnelle de Chalon S/Saône

Lhuissier Michel

Ecole d'Electrotechnique de Toulouse

Mivedo Alex

Est accordé pour l'année scolaire 1951-52, le renouvellement de la bourse pour la Faculté des Lettres de Paris, aux étudiants, boursiers du Fonds Commun Universitaire, dont les noms suivent :

Adihyra Félix
Doe Gerson
Seddoh Patrick, pour une 3^e et dernière année

Est accordé, pour l'année scolaire 1951-52, l'octroi d'une bourse pour les établissements ci-dessous indiqués, aux élèves dont les noms suivent et sous condition expresse de succès aux concours ou examens en 1951 :

1^o — Pour la Faculté des Sciences de Montpellier
Brym Moudjibou (préparation licence ès-Sciences)

2^o — Pour Pharmacie Reims

Quashie William

Est accordé, pour l'année scolaire 1951-52, le renouvellement des bourses pour les établissements ci-dessous indiqués, aux élèves dont les noms suivent et sous condition expresse de leur réussite aux concours ou examens en 1951. (En cas d'échec, la bourse de ces étudiants sera supprimée)

1^o — Pour une Ecole Nationale d'Agriculture

Amedegnato Patrice Chilloh Eusèbe
Atsu François Sossah Arnold

2^o — Pour l'Ecole Supérieure de Mécanique de Nantes
Assogbavi Michel

3^o — Pour l'Ecole Spéciale d'Architecture de Paris
da Silva Alcide

4^o — L'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort

Amaizo Basile

5^o — L'Ecole d'Ingénieurs de Marseille

Dossou Gaston

6^o — La Faculté des Sciences de Lyon

Eklou Paulin

7^o — L'Ecole Spéciale des T.P. de Paris

Goka André

8^o — Faculté de Médecine de Lille

Nathaniels Emmanuel

9^o — Faculté de Sciences de Caen

Kutuklui Noé

Le cas des boursiers dont les noms suivent est réservé jusqu'à communication, au service de l'enseignement du Togo, des résultats de fin d'année scolaire :

Ametowu Martin Tete Godwin
Apedoh Amah Rudolph de Medeiros Angèle

Par arrêté n° 720-51/E. du :

12 octobre 1951. — Est accordé pour l'année scolaire 1951-52, le renouvellement de la bourse d'internat pour le Lycée Van Vollenhoven à Dakar aux élèves dont les noms suivent (suite normale des études) :

Ajavon Antoine Pedanou Macaire
Grunitzky Gilbert

Par arrêté n° 721-51/E. du :

12 octobre 1951. — Un prêt d'honneur de 150.000 Fr. C.F.A. remboursable, est accordé pour l'année 1951-52, à Franklin Emmanuel (Ecole Dentaire de Paris) pour suivre un Cours de Radiographie dentaire.

Un prêt d'honneur de 150.000 Fr. C.F.A., remboursable, est accordé à de Medeiros Carlos, Docteur en Médecine en instance de retour au Territoire.

Des secours scolaires sont accordés pour l'année 1951-52, aux étudiants dont les noms suivent :

Kuevidjen Ignace (Fac. Droit Montpellier) 150.000 Fr. C.F.A. ses études doivent prendre fin en mars 1952)

Lawson Daniel (Cité Universitaire Paris) 150.000 fr. C.F.A.

Messanwussu Hermann (Fac. Droit Aix) 120.000 Fr. C.F.A.

Par arrêté n° 722-51/E. du :

12 octobre 1951. — Sont supprimées en raison de l'achèvement de leurs études les bourses accordées aux élèves dont les noms suivent :

Ecole Application Agriculture Tropicale
Ywassa Baguilma Léonard

Ecole Nationale Agriculture Grignon
Meatchi Antoine

Faculté Médecine de Paris
de Medeiros Carlos

Ecole Dentaire de Paris
Franklin Emmanuel

Faculté de Droit d'Aix en Provence
Vittini Anne-Marie
Vittini Félicité

Institut Technique Pratique Agricole de Paris
Gbikpi Vincent

Ecole Normale d'Instituteurs de Montpellier
Hounlede Joachim (mis à la disposition du Territoire)

Ecole Normale d'Instituteurs de Versailles
Placca Joseph (mis à la disposition du Territoire)
Sont supprimées, pour résultats insuffisants, les bourses accordées aux élèves dont les noms suivent :

Ecole Spéciale des T.P. de Paris

Ajavon Julien (à rapatrier dès que son état de santé le permettra)

Lycée de Jeunes Filles de Gap

Ahadji Hélène (bourse transférée au Collège Classique et Moderne de Lomé)

Ecole Nationale Supérieure de Mécanique de Nantes
Johnson Hyacinthe

Par décision n° 789 D/E. du :

12 octobre 1951. — Une bourse locale d'enseignement secondaire est accordée pour l'année 1951-1952 à chacun des candidats dont les noms suivent, ayant satisfait aux épreuves de l'examen d'entrée en sixième, session 1951 :

1°) — *Collège Classique et Moderne de Lomé*

Lawson Benis	Bourse d'internat
Anyinefa Henri	— d° —
Djomati Hounsa	— d° —
Dogbe Espoir	— d° —
Salo Théodore	— d° —
Gnassounou Yvonne	— d° —
Djah Emmanuel	— d° —
Anku André	— d° —
Messan Kokou	— d° —
Aglan Céphas	— d° —
Kwami Ferdinand	— d° —
Ahadzi Jonathan	— d° —
Akouatse Paul	— d° —
Wilson Akouété	— d° —
Perlas David	— d° —
Amewounou Théodore	— d° —
Buikpo Zébal	— d° —
Mevigbe Koffi	— d° —
Tovi Michi	Bourse d'externat
Agbodjan Augustin	Bourse d'internat
Ahadzi William	— d° —
Kouwonou Cécile	— d° —
Tetteh Koffi	— d° —
Amevo Robert	— d° —
Sitti Léopoldine	— d° —
Ahli Sigmund	Bourse d'externat
Gbetanon Simon	Bourse d'internat
Wilson Winfried	— d° —
Amegnan Faith	— d° —
Amaizo Clémentine	— d° —
Adacanou Abalo	— d° —
Biakou Godfried	— d° —
Novieto Charles	— d° —
Djomedea Ferdinand	— d° —
Ametogbo Domingo	— d° —
Atakli Gédéon	— d° —
Amerding Eric	Bourse d'externat
Kokouvi Gustave	Bourse d'internat
Koffi Roger	— d° —
Edjolevo Seth	— d° —
Agbedogan Denis	— d° —
Agbetsekou Arom	— d° —
Wilson Raymond	— d° —
Mensah Emmanuel	— d° —
Kpadenou Jules	— d° —
Kotoka Koudaméou	— d° —
Agnagno Moïse	— d° —
Agbene Barthélémy	— d° —
Anouakou Séverin	— d° —
Apeté Prosper	Bourse d'externat
Agbosse Comlavi	— d° —
Amevo Dzovi	Bourse d'internat
Reinhold Cosmas	— d° —
Kongo Akpoé	— d° —
Tomety Stanislas	— d° —

Denke Antoine	— d° —
Kpegba Cornelius	— d° —
Benyo Martin	— d° —
Amegboh Bognon	— d° —
Segla Evariste	— d° —

3°) — *Collège Moderne de Sokodé*

Mazna Mendésinéou	Bourse d'internat
Atayi Robert	— d° —
Dogo Kouadjolou	— d° —
Nehiba Pekari	— d° —
Daolo Joseph	— d° —
Comla Paul	— d° —
Houedakor Jacob	— d° —
Combete Adamavi	— d° —
Alogbleto Bernard	— d° —
Ekoué Moïse	— d° —
Combey Paul	— d° —
Kate Georges	— d° —
Sanoussi Mourani	— d° —
Sonmaye Kondi	— d° —
Bawana Alou	— d° —
Biko Kuakou	— d° —
Dom Sébastien	— d° —
Messan Amouzouvi	— d° —
Adadi Joseph	— d° —

4°) — *Section Technique du Collège de Sokodé*

Agboyibo Gagbalo	Bourse d'internat
Hayibor Venance	— d° —
Seddoh Georges	— d° —
Johnson Gabriel	— d° —
Salifou Fousséni	— d° —
Amouzou Alexandre	— d° —
Messan Robert	— d° —
Dosseh Bernard	— d° —
Soglo Blocco	— d° —
Wona Gbété	— d° —
Mawuvi Thomas	— d° —
Kangni Teko	— d° —
Ataklo Chrétien	— d° —
Anyinefa Joseph	— d° —
Nenonene Seth	— d° —
Adjogbe Amouzou	— d° —

5°) — *Ecole Normale d'Atakpamé*

Akouessou Martin	Bourse d'internat
Kamassa Emmanuel	— d° —
Ayivi Ignace	— d° —
Etse Vincent	— d° —
Dadzie Léopold	— d° —
Jibidar Delphine	— d° —
Kouevi Sabin	— d° —
Tsakadi Randolph	— d° —
Freitas Francisco	— d° —
Sodja Kouévi	— d° —
Segbor Confort	— d° —
Chitou Lassissi	— d° —
Djobo Hermann	— d° —
Aholou Paul	— d° —
Mozou Mama	— d° —
Memeng Issaka	— d° —

Agbere Salomon	— d° —
Kolani Tchapelé	— d° —
Anafoula Antoinette	— d° —
Kpessa Walla	— d° —

6°) — Collège Saint Joseph de Lomé

Hagbonon Michel	Bourse d'internat
Akoumey Martin	— d° —
Attigbe Anani	— d° —
Hettah Jean	— d° —
Ohini Jean	— d° —
Kouadah Valentin	Bourse d'externat
Lawson Alfred	Bourse d'internat
Amouzou François	— d° —
Atiye Roger	— d° —
Adotevi Michel	Bourse d'externat
Amehi Emmanuel	Bourse d'internat
Labitey Barnabé	Bourse d'externat

7°) — Cours Normal de Togoville

Dorkenoo Théophile	Bourse d'internat
Djangbedja Georges	— d° —
d'Almeida Magloire	— d° —
Nikoué Godfroy	— d° —
Kuakouvi Athanase	— d° —
Gnassounou Basile	— d° —
Agbogan Michel	— d° —
Biraimah Sylvestre	— d° —
Kokou Godfroy	— d° —
Kouvahe Victor	— d° —
Gamefiô Raphaël	— d° —
Gnronfou Bruno	— d° —
Amekoudi Linus	— d° —
Akakpovi Molloussi	— d° —

8°) — Institution Notre-Dame des Apôtres de Lomé
Aithson Louise Bourse d'externat

Est rétablie la bourse d'internat de Jean Alexandre, élève au Collège de Lomé.

Par arrêté n° 748-51/E. du :

19 octobre 1951. — Une bourse d'internat, pour le Collège Classique et Moderne de Lomé, est renouvelée pour l'année 1951 — 52 à chacun des élèves dont les noms suivent :

1°) — Classe de Sciences Expérimentales

Agbetiafa Michel	Moreira Emilie
Amedome Antoine	Nakpane Etienne

2°) — Classe de 1^{re} Moderne

Dogbe Edmond	Attignon Hermann
Dossou Raphaël	Bitho Michel
Kpodar Adolphe	Dagadou Victor
Kudzu Clément	Gbadoe Antoine
	Norman Octave

3°) — Classe de 2^e Classique

Agbetenyo Barnabé	Tettekpoe Raymond
Kekeh Michel	Tevi Jean

4°) — Classe de 2^e Moderne

Amegninou Paul	Gomez Antoine
Dravie Ferdinand	Zekpa Sébastien

5°) — Classe de 3^e Classique

Adjessi Gédéon	Etehi Emile
Akpama Abel	

6°) — Classe de 3^e Moderne

Dogbevi Vitus	Tengue Sébastien
---------------	------------------

7°) — Classe de 4^e Classique

Akakpo Dokoho	Nabede Marbou
Dogbeawu Koffi	

8°) — Classe de 4^e Moderne

Apaloo John	Degboe Joseph
Amegan Benoît	Houkpati Djissanvi
Bassah Jacques	Koffi Mathieu
Lack Etienne	Tomety Jean
Mathe Simon	Tsigbe K. Enos
Tengue T. Michel	Lawson Patrice

9°) — Classe de 5^e Classique

Abolo Kokou	Ogouki Jean-Marie
Amedodji Paul	Plactor Prosper
Awute Pascal	Tsouw Jonathan
Laban Eugène	Doutchogna Jean
Ogountola Amadou	

10°) — Classe de 5^e Moderne

Amouzou Abévi Christophe	Klou Komlan
Ahiany Samuel	Klou Samuel
Amedegnato Isidore	Konou Emmanuel
Amegninou Robert	Kpodar Firmin
Amevo Bokor	Sohpoh Clétus
Goumenou Pierre	

11°) — Classe de 6^e Moderne

Kakatsi Michel

Une bourse d'internat, pour le Collège Moderne et Technique de Sokodé, est renouvelée pour l'année 1951-52 à chacun des élèves dont les noms suivent :

1°) — Pour la classe de 3^e Moderne

Allassani Boukari	Gbekou Emmanuel
Bawa Bouraïma	Isaka Abdou Raouf
Blaio Nicolas	

2°) — Pour la classe de 4^e Moderne

Abdoulaye Salami	Gaba Victor
Agbeti Clément	Gblao Eso
Agbodjan Thomas	Idrissou Abdou Kérime
Allasani Moumouni	Issa Boniface
Allingue Kao	Kombate Wandiaqueb
Ayéva Rissalatou	Kponton Ephrem
Ayéva Zélia	Quenum Emmanuel
Blaio Ago	Soduagbo Isidore
Boukari Kerim	Zougbede Michel
Ebrahim Salifou	Zema Arouna

3°) — Pour la classe de 5^e Moderne

Adja Bandja	Bodjona Antoine
Adjanoah Emmanuel	Gbadamassi Lamidi
Agbogaou Paul	Kao Sei
Atchabao Moussa	Kponton Théodore
Ashiabor Christian	Mankoubi Bawa
Ayéva Anna	Worou Bouraïma

4^o) — Pour la classe de 4^e Technique

Adom Raphaël	Homawo Cyprien
Agbodan Antoine	Kassim Séidou
Ali Issifou	Komlan Joseph
Bamezon Emmanuel	Megbayawo Dominique
Dougo Issaka	Palabe Damigou
Gnanza Vincent	Sama Badji
	Toyî Bruno

5^o) — Pour la classe de 3^e Technique

Afangnivo Paul	Messanvi Dominique
Akato Akinan	Soulemana Adam
Akpabe Daniel	Alassani Adrien
Amouzou Léon	Akotagan Cléophas
Birregah Tibigouma	Banawoye Paul
Bouraima Louis	Ayeva Halidou
Byll Hyppolyte	Douti Mangbandjo
Fantognon François	Mideyou Barnabé
Guenouh Paul	Sodji Hyacinthe
Kinvi Kouévi	Wagbé Nicolas

6^o) — Pour la classe de 2^e Technique

Adjaloh Emmanuel	Boukari Idrissou
Afoutou Louis	Dotse Akuété
Agbahey Dominique	Kponomaizo André
Agbavoh Antoine	Kpotufe Benjamin
Agbeli Edouard	Mome Hoavor
Akovi Mathias	Salami Tiamiou
Assogba Raoul	Wilson Adjevi
Ayeva Fousseni	

Une bourse d'internat pour l'Ecole Normale d'Atakpamé, est renouvelée pour l'année 1951 — 52 à chacun des élèves dont les noms suivent :

Pour la 2^e année d'Ecole Normale

Adzra Seth	Houinsou Charlemagne
Agbassah Bruno	Klevor Raphaël
Agbodjan Georges	Koffi Raphaël
Akakpo Charles	Komlan Paul
Akakpo Gabriel	Kouami Jean
Amoussou Placide	Kpodar Léandre
Bruce Edwige	Mouvi Ambroise
Damessi Daniel	Nassiguède Joseph
Damorou Monipaki	Pana Bayesseni
Gbone Jules	Schneider Ernest
Goga Nicolas	Vovor Jean
Hetcheli Pierre	Yawo Alphonse
Hope Emmanuel	Zekpa Ignace
	Ziadji Mathieu

Est renouvelée pour l'année scolaire 1951 — 52 la bourse d'externat pour le Collège de Lomé aux élèves dont les noms suivent :

Creppy Gladstone	Amouzou Christian
Ajavon Mathias	Adotevi Etienne
Atayi Eben-Ezer	Creppy Zacharie
Lawson Victor	Poenon Claude
Matthia Michel	Agbaglo Eugène
Creppy Pauline	Ketemepy Thibaud
Gnamey Didier	Afoutou Stephan
Aithnard André	Anthony Abraham
Anthony Hélène	Dadzie Justin

Walkoff Théophile	Kouegan Alfred
Aithnard Rigobert	Kponton Brigitte

Est transférée pour l'année scolaire 1951 — 52 du Collège Classique et Moderne de Lomé à l'Ecole Normale d'Atakpamé la bourse d'internat des élèves dont les noms suivent :

1^o) — Pour la 3^e année d'Ecole Normale

Apedo Emmanuel	Dosseh Alex
Tettekpoe Alphonse	Yeva Gabriel
Tsomapo Ambrôise	Klassou Jean
Adabra Samuel	Tchella Emile
Amato Yao Marcellin	Baba Emmanuel

2^o) — Pour la 4^e année d'Ecole Normale

Eteh Ambroise	Letou Pierre
Komlan Christophe	Nyawame André
Lawson Stéphan	

Est transférée pour l'année scolaire 1951 — 52 du Collège Technique et Moderne de Sokodé à l'Ecole Normale d'Atakpamé la bourse d'internat des élèves dont les noms suivent :

1^o) — Pour la 3^e année d'Ecole Normale

Azama Raphaël	Brym Louis
Lawson Roudolphe	Wagbe Nicolas
Birregah Basile	Osseyi Emile

2^o) — Pour la 4^e année d'Ecole Normale

Adigo François	Pana Ombri
Boukpepsi Nossa	Tazo Tombozo
Djibirime Bouraima	Zakary Issifou
Gbati Bernard	Bekoutare Kanas
Kabraitchouka Lissagona	Toovi Innocent

C. E. P. E.

RECTIFICATIF à l'arrêté n° 683-51/E du 1^{er} octobre 1951 fixant la liste par ordre alphabétique et par centre d'examen des candidats admis au C.E. P.E (Session 1951)

1^o) — Centre de Lomé

Candidats libres

Au lieu de :

Homawo Pierre, Candidat libre de Lomé
Haganos Christian Agblévo, Candidat libre de Lomé

Candidats Officiels

a) — Centre de la Route d'Anécho

Akpable Pierre, Ecole Miss. Cath. de Lomé

c) — Centre de l'Ecole de la Marina

Sossou Laura, Ecole Miss. Cath. de Lomé

2^o) — Cercle d'Anécho

Noté Nicoué Godfroid, Ecole M. C. Porto-Séguero

Lire :

1^o) — Centre de Lomé

Candidats libres

Homawoo Pierre, Candidat libre de Lomé
Hoganos Christian Agblévo, Candidat libre de Lomé

Candidats Officiels*a) — Centre de la Route d'Anécho*

Akpabie Pierre, Ecole Miss. Cath. de Lomé

c) — Centre de l'Ecole de la Marina

Sossou Laura, Ecole Miss. Evang. de Lomé

2^o) — Cercle d'Anécho

Koté Nicoué Godfroid, Ecole M. C. Porto-Séguro

Le reste sans changement.

Subventions

Par décision n° 797 D/F. du :

12 octobre 1951. — Pour le mois de septembre 1951, une subvention de 2.079.800 francs (deux millions soixante-dix neuf mille huit cents francs) est accordée aux établissements de la Mission Catholique du Togo, afin de contribuer à couvrir leurs dépenses de personnel, de matériel, d'outillage d'enseignement professionnel, manuel, agricole et de fournitures scolaires.

Par décision n° 807 D/F. du :

16 octobre 1951. — Pour les mois de juillet, août et septembre 1951, une subvention supplémentaire de 102.000 francs (cent deux mille francs) est accordée aux établissements des Missions Evangélique et Méthodiste du Togo, afin de contribuer à couvrir leurs dépenses de personnel, matériel, d'outillage d'enseignement professionnel, manuel, agricole et de fournitures scolaires.

Par décision n° 809 D/F. du :

16 octobre 1951. — Pour le mois de septembre 1951, une subvention de 464.600 francs (quatre cent soixante-quatre mille six cents francs) est accordée aux établissements des Missions Evangélique et Méthodiste du Togo, afin de contribuer à couvrir leurs dépenses de personnel, matériel, d'outillage d'enseignement professionnel, manuel, agricole et de fournitures scolaires.

Par décision n° 824 D/P. du :

19 octobre 1951. — Pour le mois de juillet 1951, une subvention supplémentaire de 1.676.800 francs (un million six cent soixante-seize mille huit cents francs) est accordée aux établissements de la Mission Catholique du Togo, afin de contribuer à couvrir leurs dépenses de personnel, de matériel, d'outillage d'enseignement professionnel, manuel, agricole et de fournitures scolaires.

Examen professionnel

Par décision n° 829 D/P. du :

23 octobre 1951. — Les épreuves de l'examen de culture générale organisé par l'arrêté n° 3-50/E. du 4 janvier 1950, se dérouleront le 25 octobre 1951,

à partir de 7 heures, 30 dans les locaux des écoles régionales des centres suivants :

Lomé — (Ecole des filles)

Anécho — (Ecole de Zébévi)

Par décision n° 830 D/P. du :

23 octobre 1951. — Les agents auxiliaires et journaliers en service dans l'Administration du Togo, dont les noms suivent sont autorisés à se présenter à l'examen de culture générale en vue de leur intégration dans les cadres locaux du Territoire :

Centre de Lomé (Ecole des filles)

Tamakloe E. James, surveillant de culture auxiliaire à Lomé.

Centre d'Anécho (Ecole de Zébévi)

1 — Roland Robert, dactylographe auxiliaire à Anécho

2 — Lawson Sylvestre, aide-dactylographe auxiliaire à Anécho.

Par décision n° 831 D/P. du :

23 octobre 1951. — Les commissions chargées de la surveillance des épreuves de l'examen de culture générale, qui se dérouleront le 25 octobre 1951, sont composées comme suit :

*I^o — Centre de Lomé**Président*

L'Administrateur en chef, commandant le cercle de Lomé.

Membres

Le directeur pédagogique du secteur scolaire de Lomé;

M. Gaillaguet, conducteur en chef des travaux agricoles et forestiers, représentant du chef du service de l'Agriculture;

M. Akue François, instituteur de 4^e classe à Lomé.*II^o — Centre d'Anécho**Président*

L'Administrateur en chef, commandant le cercle d'Anécho.

Membres

Le directeur pédagogique du secteur scolaire d'Anécho;

M. Félix Naix, instituteur de 6^e classe à Anécho;M. Eteh Sylvain, commis Ppal. de 2^e classe, représentant du personnel des commis d'Administration.

La commission centrale de correction des épreuves de l'examen de culture générale qui se réunit à Lomé est composée comme suit :

Président

L'inspecteur d'académie ou son délégué.

Membres

Le chef du bureau des finances;

Le chef du bureau du personnel;

M. Gaillaguet, conducteur en chef des travaux agricoles et forestiers, représentant du chef du service de l'Agriculture;

M. Dégboé Alphonse, commis d'Administration Ppal. de 1^{re} classe, représentant du personnel des commis d'Administration;

M. Jean Pierre, instituteur de 6^e classe à Lomé.

Les présidents des commissions de surveillance devront adresser sans délai les devoirs, placés sous enveloppe cachetée, au directeur de l'enseignement à Lomé.

Le président de la Commission de correction des épreuves devra faire parvenir le procès-verbal de l'examen avec les compositions des candidats, au chef du bureau du personnel avant le premier novembre 1951.

Frais funéraires

Par décision n° 800 D/CFT. du :

13 octobre 1951. — Est allouée à M. Dovi Sébastien, commis d'administration adjoint de 2^e classe du CFT., la somme de 4.500 frs. (quatre mille cinq cents francs) pour remboursement des frais funéraires et d'érection de tombe occasionnés par le décès de sa fille Eléonore Odile Adaku.

La dépense est imputable au budget annexe du chemin de fer et du wharf — exercice 1950 — chap. 1 ter — art. 4 — parag. 2.

Par décision n° 801 D/CFT. du :

13 octobre 1951. — Est allouée à M. Yamadjako Simon, chef de station de 1^{re} classe des CFT. la somme de 4.575 frs. (quatre mille cinq cent soixante-quinze francs) pour remboursement des frais funéraires et d'érection de tombe occasionnés par le décès de sa fille Marie Lydia.

La dépense est imputable au budget annexe du chemin de fer et du wharf — exercice 1950 — chap. 1 ter — art. 4 — parag. 2.

Gratuité de transport

Par arrêté n° 723-51/F. du :

12 octobre 1951. — Est autorisée la délivrance de deux places par avion de Lomé à Douala, aller et retour au Secrétariat Social du Togo 9 avenue Foch à Lomé.

Le montant du passage soit 40.800 francs (quarante mille huit cents francs C.F.A.) sera versé à M. le Président du Secrétariat Social du Togo.

La présente dépense sera imputable au budget local du Togo, exercice 1951, chapitre 22, article 5, paragraphe 2.

Indemnités

Par décision n° 798 D/P. du :

12 octobre 1951. — L'article 1^{er} de la décision n° 605/P. du 7 août 1951 est remplacé par le suivant :

Les indemnités de « protection aérienne » dont le montant est indiqué ci-après, sont attribuées au titre des années 1949 — 1950 et 1951 proportionnellement à la durée des fonctions remplies aux ingénieurs du cadre d'Outre-Mer des travaux météorologiques :

M. Navarro Jean, chef de centre météorologique régional type IV (catégorie III) 48.000 frs. l'an — (pour l'année 1949, pour l'année 1950 jusqu'au 16 décembre inclus, pour l'année 1951 à compter du 21 septembre).

M. Duparc Emile, prévisionniste de centre météorologique régional type IV (catégorie III) 42.000 frs. l'an — (pour compter du 22 mai 1951).

Interdiction de séjour

Par arrêté n° 750-51/SG du :

22 octobre 1951. — Le séjour dans le Territoire du Togo placé sous la tutelle de la France est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 9 juin 1956, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Maman Messan Seidou Pascal, détenu à la prison d'Anécho, âgé de 24 ans environ, né à Accra (Gold-Coast), fils de Seidou Maman et de Barkissou, marié, sans enfant, sans profession et sans domicile fixe, ayant déjà subi plusieurs condamnations pour vol (F.D. 11/33.222, condamné 1^o pour vol et rupture de ban à un an de prison cinq ans d'interdiction de séjour, 2^o pour vol à cinq ans de prison, 5.000 francs de dommages intérêts (confusions des peines), 3^o), pour vol à cinq ans de prison, 126.000 frs. de dommages-intérêts par jugements des 27 juin et 11 août 1951 du Tribunal Correctionnel d'Anécho.

Le séjour dans les Cercles de Mango, Lama-Kara, Sokodé, Atakpamé, Klouto, Anécho, à l'exception du Cercle de Lomé, est interdit pendant une durée de deux ans pour compter du 5 juillet 1952, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Afagbohoue Sossou Kokou Nouglozé Michel, détenu à la prison d'Anécho, âgé de 39 ans environ, né et demeurant à Kpomé (Subdivision de Tsévié (Cercle de Lomé), fils de feu Sossou Kokou Nouglozé et de feu Hountekpè Ayisso, marié, cinq enfants (F. D. 11.315/25.222) condamné pour vol à un an de prison 70.000 f.D.I. et deux ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 28 juillet 1951 du Tribunal Correctionnel d'Anécho.

Le séjour dans le Territoire du Togo placé sous la tutelle de la France est interdit pendant une durée de dix ans pour compter du 2 janvier 1960 date d'expiration de sa peine de prison au nommé Moustapha

Ali Paraiso, détenu à la prison d'Anécho, âgé de 38 ans environ, né à Porto-Novo (Dahomey), fils de feu Ali Paraiso et de Adidjatu Ayi, marié, père de trois enfants, sans profession, demeurant à Anécho, ayant déjà subi plusieurs condamnations pour vol, (F. D. 11.111/33.222), condamné pour vol 1^o à neuf ans de prison et dix ans d'interdiction séjour, 1.500 f. D.I.; 2^o à cinq ans de prison, dix ans d'interdiction de séjour, 26.000 f. D.I. (confusion des peines) 3^o à cinq ans de prison, 5.000 f. D.I. (confusion des peines) par jugements des 2 juillet et 11 août 1951 du Tribunal Correctionnel d'Anécho.

Le séjour dans le Territoire du Togo, placé sous la tutelle de la France est interdit pendant une durée de deux ans pour compter du 16 novembre 1951 date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Amétépé Pierre Claver Komlavi, détenu à la prison d'Anécho, âgé de 37 ans environ né à Agoué (Dahomey), fils de Amétépé Joseph et de Afoutou Ayélé, sans profession, et sans domicile fixe marié, trois enfants. (F.D. 11.33/32.332) condamné à trois mois de prison et deux ans d'interdiction de séjour pour vagabondage par jugement en date du 16 août 1951 du Tribunal Correctionnel d'Anécho.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront sanctionnées conformément aux prescriptions de l'article 45 du code pénal.

Produits pharmaceutiques

Par arrêté n° 736-51/SG du :

17 octobre 1951. — M. Camille Lorne, importateur demeurant à Lomé, est autorisé, dans les conditions fixées par le décret du 4 mai 1928 réglementant l'exercice de la pharmacie au Togo et l'arrêté n° 650 du 15 novembre 1928, à tenir à Daye — Apéyéme (Cercle de Klouto) un dépôt de remèdes officinaux, de drogues simples non toxiques et de spécialités ne renfermant pas de médicaments soumis aux prescriptions de l'article 17 du décret du 4 mai 1928 réglementant au Togo le commerce, la détention et l'emploi des substances vénéneuses.

Gérant du dépôt: Etienne Agbodjan.

Restes mortels

Par arrêté n° 734-51/SG du :

15 octobre 1951. — Est autorisé, dans les conditions prescrites par les arrêtés ministériels, le transfert de Lomé à Orgères-en-Beauce (Eure-et-Loir) via Marseille, sur le paquebot Canada attendu à Lomé le 18 octobre 1951, des restes mortels du sous lieutenant Jacques Narcisse Augustin Marie Besseteaux, des forces françaises libres, décédé à Kéta (Gold-Coast) le 31 octobre 1942.

La dépense résultant du transport et des frais accessoires jusqu'à Orgères-en-Beauce (Eure-et-Loir) est imputable au compte du ministère des anciens

combattants et victimes de la guerre (direction du Contentieux, de l'Etat-Civil et des Recherches-Service des Restitutions — 83 Avenue Foch — Paris (XVI^e).

Par arrêté n° 735-51/SG du :

15 octobre 1951. — Est autorisé, dans les conditions prescrites par les arrêtés ministériels, le transfert de Lomé (Togo) à Bascons (Arrondissement de Condom — Département du Gers) via Bordeaux, sur le paquebot « Brazza » attendu à Lomé vers le 17 octobre 1951, des restes mortels de Pierre Laurent Marcel Larrieu, décédé à Lomé le 6 mars 1951.

Terrain

Par arrêté n° 745-51/AP. du :

19 octobre 1951. — Est autorisée la vente par le sieur Amaté Atayi, propriétaire demeurant à Lomé au sieur Brenner Frédéric, chef de gare principal à Lomé, d'un terrain non bâti d'une superficie de 7 ares 49 centiares situé à Lomé, quartier Nyekonakpoé faisant l'objet du titre foncier n° 478 du cercle de Lomé au nom personnel du sieur Amaté Atayi.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de concours

Inspecteur de la France d'outre-mer

Par arrêté ministériel en date du 9 octobre 1951, un concours sera ouvert en juin 1952, à Paris, pour le recrutement d'inspecteurs de 3^e classe de la France d'Outre-Mer.

Les demandes des candidats, accompagnées des pièces prévues par l'article 2 du décret du 1^{er} avril 1921, devront parvenir au ministère de la France d'outre-mer avant le 1^{er} mars 1952.

La liste des candidats admis à participer aux épreuves sera arrêtée le 15 avril 1952.

Agriculture tropicale

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer du 9 octobre 1951, la date prévue par l'article 2 de l'arrêté du 10 mai 1946 a été fixée au mercredi 9 avril 1952.

Le nombre des places mises au concours a été fixé à deux.

INTENDANCE MILITAIRE DE COTONOU

AVIS aux Créanciers de l'Etat relatif à la clôture de l'exercice 1951.

(Budget Colonial — Dépenses militaires).

Les créanciers du budget colonial (dépenses militaires) au Togo sont informés que, par application du décret du 25 juin 1934 — (article 1^{er}) — dont les dispositions ont été étendues aux territoires d'outre-mer par décret du 15 décembre 1934, la clôture de l'exercice 1951 est fixée au 31 décembre 1951.

Ils sont par suite invités à remettre à l'Intendant Militaire de Cotonou et avant le 15 décembre 1951, dernier délai, les mémoires, comptes ou factures des sommes qui peuvent leur être dues au titre dudit exercice.

Les titulaires de mandat au compte du budget colonial — (dépenses militaires — exercice 1951) devront en outre se présenter aux caisses du trésor avant le 31 décembre 1951.

DOMAINES

Avis de demande d'immatriculation

au livre foncier du Territoire du Togo.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 2142, déposée le 16 octobre 1951, le sieur Alley-Mensah Alphonse né à Daye Alavagnon vers 1902 profession d'Entrepreneur de transports, demeurant et domicilié à Atakpamé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier complanté de cacaoyers en rapport d'une contenance totale de 23 h 82 a 70 cas situé à Odomiabra Akposso Tomégbé, Cercle d'Atakpamé connu sous le nom d'Odomiabra et borné au nord par Martin, Gustave, Ziga, Kouassi, Théophile et Kodjo, à l'est par Koffi et Yao, au sud et à l'ouest par la rivière Menou.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2143, déposée le 16 octobre 1951, le sieur Denyo Alfred né à Kpélé-Elé vers 1886 profession de planteur demeurant et domicilié à Amlamé Akposso sud, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une

contenance totale de 4 a 37 cas situé à Atakpamé, Cercle d'Atakpamé et borné au nord par Ayekota, au sud par Atchakou Gone, à l'est par Degenou et à l'ouest par Kpote Iditroye.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2144, déposée le 16 octobre 1951, le sieur Allovo Martin né à Daye-Alavagnon vers 1904 profession de cultivateur-planteur, demeurant et domicilié à Akposso Tomégbé Odomiabra, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier entièrement complanté de cacaoyers en rapport d'une contenance totale de 3 h 76 a 96 cas situé à Akposso Tomégbé Odomiabra, Cercle d'Atakpamé connu sous le nom de Odomiabra et borné au nord par Messan, au sud par la rivière Menou, à l'est par Messan et à l'ouest par Gustave.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition n° 2145, déposée le 20 octobre 1951, le sieur Ouegnimaoua Y. Joseph, né vers 1911 profession de contrôleur des produits, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant la législation française, demande l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 53 a 27 cas situé à Tokoin-Bè, Cercle de Lomé et borné au nord par Hotounou Tamademé, au sud par Houssounoukpè Kagnivi, à l'est et à l'ouest par Hotounou Tamademé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2146, déposée le 20 octobre 1951, le sieur Agbozo Emmanuel né à Agou Tomégbé-Tafié vers 1922 profession d'employé, demeurant et domicilié à Agou-Tomégbé-Tafié, mandataire du sieur Agbozo Augustin, Infirmier principal à Bassari, Cercle de Sokodé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 11 a 95 cas situé à Agou-gare, Cercle de Klouto et borné au nord par une rue projetée, au sud par Francis Magloe, à l'ouest par Randolph Laclé et à l'est par une rue projetée.

Il déclare que ledit immeuble appartient au sieur Agbozo Augustin et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2147, déposée le 20 octobre 1951, le sieur Mensah Ayivi Clément né à Djankassé vers 1918 profession d'aide-météorologiste, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 3 a 84 cas situé à Amoutivé, Cercle de Lomé connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par John Ativor Houlete au sud par Victor Akakpoussa, à l'est par Robert Doh et à l'ouest par une rue en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2148, déposée le 23 octobre 1951, le sieur Doméfa Michel Gbetey né à Noépé vers 1920 profession de propriétaire-plantier, demeurant et domicilié à Noépé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier traversé par la route circulaire, le divisant en deux parties complanté d'arbres fruitiers et de palmiers à huile en pleine production d'une contenance totale de 38 a 52 cas situé à Noépé, Cercle de Lomé connu sous le nom de quartier Atimonou et borné au nord et à l'ouest par Kossi Sakpaté, au sud par Dekpo Matoblé et Attimotso Dogba et à l'est par Amouzou Azé et la collectivité Gbetey.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2149 déposée le 23 octobre 1951, le sieur Sanvee Jonathan Kuaku né à Agoué le 24 juin 1891 profession de planteur-éleveur, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain de forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 35 a 16 cas situé à Amoutivé, Cercle de Lomé connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par Aglo Assioko, au sud par Philippe Nassar, à l'est par Agbozo et à l'ouest par T.T. 1324 Stéphan Armerding.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2150, déposée le 23 octobre 1951, le sieur Sanvee Jonathan Kuaku né à Agoué le 24 juin 1891 profession de planteur-éleveur, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 57 a 05 c situé à Lomé (Tokoin) Cercle de Lomé et borné au nord par une rue en projet, à l'est par la famille Konou, au sud par un terrain administratif et à l'ouest par Jonathan K. Sanvee.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2151, déposée le 23 octobre 1951, le sieur Emmanuel Folivi Koudadjé né à Lomé le 13 juin 1913 profession d'agent de commerce, demeurant et domicilié à Palimé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française demande l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier complanté de jeunes cocotiers d'une contenance totale de 44 a 19 cas situé à Baguida, quartier, Devego, Cercle de Lomé et borné au nord par Kloutsé Agbemado, à l'est par Sowoude Mississo et Wotsomy Ahadji, au sud par Attiogbé et à l'ouest par Afantsao Améoto.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2152, déposée le 23 octobre 1951, le sieur Vendelinus Atsou Vetavi né à Agoué vers 1906 profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Palimé, Co-propriétaire et mandataire spécial des héritiers de feu Atsou Vetavi ci-après dénommés :

- 1°) Akponu Atsou Vetavi, âgé de 60 ans.
- 2°) Afantsawo Atsou Vetavi âgé de 51 ans.
- 3°) Afangbedji Atsou Vetavi âgé de 48 ans.
- 4°) Missefangbé Atsou Vetavi âgé de 38 ans.

tous cultivateurs demeurant à Agoué, Cercle de Lomé, majeurs non interdits jouissant de leurs droits civils selon leur statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 5 a 35 cas situé à Lomé, quartier n° 10, Cercle de Lomé connu sous le nom de quartier n° 10 et borné au nord par Mathias Mensah, au sud par la rue de Bè, à l'est par Kounakey Atsou Kplaka et à l'ouest par la rue de Bordeaux.

Il déclare que ledit immeuble leur appartient et n'est, à leur connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2153, déposée le 23 octobre 1951, le sieur Félix Tamakloe né à Lomé le 12 juin 1915 profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française demande l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 22 a 90 cas situé à Tokoin-Bè Cercle de Lomé et borné au nord et à l'est par Hotounou Tamadémé, au sud par la Mission Catholique et à l'ouest par Dina Olympio.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2154, déposée le 28 décembre 1950, Me Anani Ignacio Santos né à Lomé, le 3 février 1912 profession d'avocat défenseur, demeurant et domicilié à Lomé, mandataire des sieurs et dames dénommés ci-après :

1°) M. Antoine Kokivi Amoussouvi, âgé de 54 ans, blanchisseur, demeurant à Accra (G.C.).

2°) Mme Avlessi L. Lawson, âgée de 46 ans, Revendeuse, demeurant à Anécho.

3°) Mme Woetrossi L. Lawson, âgée de 42 ans, revendeuse, demeurant à Grand-Popo (Dahomey)

4°) M. Séverin Kanyi Djagoé, âgé de 52 ans, mécanicien, demeurant à Agoué.

5°) Mme Ahotuagassi H. Kanyi Djagoé, revendeuse, demeurant à Adamé.

6°) M. Agossou Kanyi Djagoé, âgé de 48 ans, charpentier, demeurant à Cotonou.

7°) Mme Nogbowole Kanyi-Djagoé, âgé de 48 ans, revendeuse, demeurant à Accra (G.C.).

8°) M. Ayi Nakpo Kanyi Djagoé, âgé de 22 ans, apprenti charpentier, demeurant à Lagos (Nigéria).

9°) M. Germain Nakpo Kanyi-Djagoé, âgée de 45 ans, demeurant à Lagos (Nigéria).

10°) Mme Ayélé Tométi, âgé de 45 ans, revendeuse demeurant à Lomé (Togo).

11°) M. Thomas Tétékpli Kanyi-Djagoé, âgé de 92 ans, Ex-cuisinier demeurant à Lomé.

12°) M. Barthélémy Ekoué Agbevi Kanyi-Djagoé âgé de 78 ans, blanchisseur, demeurant à Lomé.

13°) Mme Kanlé Kanyi Djagoé, âgée de 78 ans demeurant à Agoué (Dahomey).

14°) Mme Kanko Kanyi-Djagoé, âgée de 81 ans, demeurant à Lagos (Nigéria).

15°) Mme Akoko Kanyi-Djagoé, âgée de 69 ans, demeurant à Agoué (Dahomey).

16°) Mme Nontoukpè Kanyi-Djagoé, âgé de 66 ans, demeurant à Avévé.

17°) Ayi Nakpo Kanyi-Djagoé, maître d'école, demeurant à Lagos (Nigéria) âgé de 22 ans.

majeurs non interdits jouissant de leurs droits civils selon leur statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier comportant une maison à étage com-

posée d'un rez-de-chaussée à usage de boutique et de magasin d'une contenance totale de 2 ares 36 centiares situé à Anécho, Cercle dudit et borné au sud par Ayikutu et Tèko Sone, au nord par la rue principale, à l'est et à l'ouest par des rues non dénommées.

Il déclare que ledit immeuble leur appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2155, déposée le 29 octobre 1951, le sieur Adjossou Aholy né à Noépé vers 1886 profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Noépé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier complanté en partie de palmier à huile en pleine production d'une contenance totale de 4 h 32 a 45 cas situé à Noépé, Cercle de Lomé connu sous le nom de Carrière Bagbé et borné au nord par Ahonli Adjossou, au sud par Tobias Awity et Agbassa Adissou, à l'est par l'emprise du chemin de fer à l'ouest par une piste.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le Conservateur de la propriété foncière p.i.,

F. de Guise.

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le jeudi 24 janvier 1952, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, Cercle de Palimé consistant en un terrain urbain bâti ayant la forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 a 19 cas, connu sous le nom de Zomayi et borné à l'ouest par Jonathan Sanvee, à l'est par Toh, au sud par une route en projet et Maboudou et au nord par Agbetowoka, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Albert Y. Tamakloe, commerçant à Palimé, suivant réquisition du 16 avril 1951, n° 2071.

Le jeudi 24 janvier 1952, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, Cercle de Klouto, consistant en un terrain urbain non bâti en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 58 a 88 cas, connu sous le nom de Zomayi Awumatogoe et borné au nord par Emmanuel Tamakloe, au sud par Jonathan Sanvee, à l'est par Ruisseau Awumatogoe et à l'ouest par la route de Ho, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Albert Y. Tamakloe, commerçant à Palimé, suivant réquisition du 16 avril 1951, n° 2072.

Le mercredi 23 janvier 1952, à 15 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, Cercle de Klouto, consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme d'un rectangle, d'une contenance de 8 a 96 cas, connu sous le nom d'Agoumondji (Zongo) et borné au nord par la route de Palimé-Agou Nyongbo, au sud par terrain à Léonard Ahoyé, à l'est par un passage et à l'ouest par la parcelle à Félix K. Agbewolé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Robert Torkoto, Acheteur de produits à Palimé suivant réquisition du 18 avril 1951, n° 2073.

Le lundi 21 janvier 1952, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Noépé, Cercle de Lomé consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier planté de palmiers à huile d'une contenance de 55 a 41 cas, et borné au nord par Akpalou Moklè, au sud par Adamado Agbowadan, Nounato et Koumakò Kato, à l'est par Adan Agbézé et à l'ouest par Adamado Agbowadan, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Bohlin Agbovi, Cultivateur à Noépé, agissant au nom et pour le compte de son neveu Koffi S. Akpalou Monklé à Palimé, suivant réquisition du 8 mai 1951, n° 2084.

Le mercredi 23 janvier 1952, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, Cercle de Klouto consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme d'un rectangle, d'une contenance de 7 a 98 cas, connu sous le nom de Sam-Kondji et borné au nord et à l'est par Alfred Akakpo Toudji, au sud par Kodomé Mathéo et à l'ouest par A. Kahoho, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Samuel Toulassi, Catéchiste à Amlamé (Atakpamé) suivant réquisition du 17 mai 1951, n° 2085.

Le mercredi 23 janvier 1952, à 9 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, Cercle de Klouto, consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 38 a 92 cas, connu sous le nom de Sam Kondji et borné au nord par la rue Circulaire, à l'est par le ruisseau Agbessiandevi, au sud et à l'ouest par Emile Apédo, dont l'immatriculation a été demandée par les sieurs Emile Apédo et Richard Adjimah, commerçants à Palimé, suivant réquisition du 17 mai 1951, n° 2086.

Le lundi 21 janvier 1952, à 14 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Noépé, Cercle de Lomé, consistant en un terrain rural non bâti en forme d'un polygone irrégulier complanté de palmiers à huile, d'une contenance de 1 h. 17 a 88 cas, connu sous le nom de quartier Démakpoe et borné au nord par Wose, au sud et à l'ouest par Tokpo

Alonyo et à l'est par Deto, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Thomas Adedze, maître-tailleur à Noépé, suivant réquisition du 17 mai 1951, n° 2087.

Le jeudi 24 janvier 1952, à 14 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, quartier Atakpamé-Kondji, Cercle de Klouto, consistant en un terrain rural non bâti en forme d'un polygone irrégulier planté de cultures vivrières, d'une contenance de 1 h 72 a 97 cas, et borné au nord par Yawo et Emile Awedo, à l'est par Dogbevi, au sud par Gbotassi et à l'ouest par Dogli et Sokpoli, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Comlan Georges, Assistant de Police à Lomé, suivant réquisition du 15 juin 1951, n° 2092.

Le vendredi 25 janvier 1952, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agomé-Kpodji, Cercle de Klouto, consistant en un terrain rural non bâti de forme d'un quadrilatère irrégulier complanté en partie de caféiers, d'une contenance de 1 h 74 a 10 cas, connu sous le nom de Tsvi, et borné au nord par Antoine Athiley, au sud et à l'ouest par Tamakloe et l'est par Théophile Beklou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Veda Joseph Charles, Employé de Commerce à Lomé, suivant réquisition du 19 juin 1951, n° 2093.

Le Samedi 26 janvier 1952, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé près de la Gare, Cercle de Klouto, consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 9 a 41 cas connu sous le nom de Wouto et borné au nord par Emmanuel Kokou, au sud par Paul Agbemabiassé, à l'Est par une ruelle non dénommée et à l'ouest par la voie ferrée et la concession de la Gare de Palimé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Rudolph A. Kavege, Employé de Commerce à la Cie F.A.O. à Lomé, suivant réquisition du 20 juillet 1951, n° 2105.

Le mercredi 30 janvier 1952, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agou-Kebu Kpeta, Cercle de Klouto, consistant en un terrain rural non bâti en forme d'un polygone irrégulier complanté de palmiers à huile en plein rapport d'une contenance de 4 ha. 20 a. 20 cas, connu sous le nom de Batsikoe et borné au nord par Stéphan Amétépé, Adjoyi et Tempo, à l'est, au sud et à l'ouest par la plantation de la Cie Générale du Togo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Seshi Adiba, cultivateur à Agou-Kébou, Cercle de Klouto, suivant réquisition du 24 juillet 1951, n° 2.107.

Le vendredi 25 janvier 1952, à 14 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agome-Yoh, Cercle de Klouto, consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme d'un trapèze irrégulier entièrement complanté de caféiers en plein rapport, d'une contenance de 26 a. 37 cas connu sous le nom de Atchatoc et borné au nord, à l'ouest et à l'est par Emmanuel Apetcho et au sud par Japhet Apetcho, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Rouben Dotse Apetcho, cultivateur à Agomé-Yoh (Cercle de Klouto), suivant réquisition du 24 juillet 1951, n° 2.108.

Le mardi 22 janvier 1952, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Assahoun, Cercle de Lomé, consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme d'une quadrilatère d'une contenance de 1 ha. 4 a. 77 cas, connu sous le nom de Assahoun-Klô et borné au nord par la route de Gapé, au sud par chef Codjo Awluimé, à l'est par Gonzalvès Apolinaire et à l'ouest par Michel Eklou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Sant'Anna Gérard, planteur et propriétaire à Assahoun, Cercle de Lomé, suivant réquisition du 6 août 1951, n° 2.110.

Le samedi 26 janvier 1952, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé (Hanyigbamondji) Cercle de Klouto, consistant en un terrain urbain bâti complanté de caféiers ayant la forme d'un trapèze, d'une contenance de 18 a. 80 cas, connu sous le nom d'Adekplové et borné à l'est par Eusèbe Tété, à l'ouest par Georges Apédo, au nord par le sieur Veddi Adjaho et au sud par la route de Hanyigba, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Aziablé Benyoh, cultivateur à Palimé, suivant réquisition du 6 août 1951, n° 2.111.

Le mardi 29 janvier 1952, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agou Gnogbon, Cercle de Klouto, consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier planté des cacaoyers en production d'une contenance de 1 ha. 07 a. 41 cas, connu sous le nom d'Apédo et borné au nord par madame Akuwa Adjaho, à l'est par Daniel Gnassogbon et Efiabi Assafo, au sud par un terrain vague et la route d'Agou Kpolo et à l'ouest par Josué Komédja et Egnawugo Tsogbé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Hilaire Biem, acheteur de produits à Agou Gnogbon, Cercle de Klouto, suivant réquisition du 6 août 1951, n° 2.112.

Le lundi 28 janvier 1952, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tové Ahoudjo, Cercle de Klouto, consistant en un terrain rural non bâti en forme de polygone irrégulier complanté de caféiers, d'une contenance de 2 ha. 65 a. 4 cas, connu sous le nom de Héhévé et borné au nord, au sud et à l'ouest par Sigmund Nyakpo et à l'est par le sentier vers les champs, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Andréas K. Nomenyo, cultivateur et planteur à Palimé, suivant réquisition du 20 juillet 1951, n° 2.106.

Le Conservateur de la propriété foncière p.i.,
F. de Guise.

AVIS

Jugement N° 16 du 23 novembre 1950 du Tribunal du 1^{er} degré du Cercle de Lomé, confirmé par le jugement n° 23 du 24 avril 1951 du Tribunal du 2^e degré du Cercle de Lomé.

Dispositif du jugement :

Le Tribunal statuant publiquement et contradictoirement en premier ressort :

Rejette l'homologation de l'acte de notoriété du 22 janvier 1948, concernant les héritiers du feu Jacob Abraham Adjallé Dadzie, comme non conforme à la coutume.

Dit que Joseph Eklou Adjallé Dadzie est bien selon la coutume : « FIA », roi ou en termes administratifs, chef de canton d'Amoutivé, ainsi qu'il ressort des pièces homologuées par jugement n° 15 du 8 avril 1949 du Tribunal du premier degré de Lomé et comme tel, il est seul administrateur des biens de la collectivité et notamment apte à donner bonne et valable quittance de toutes sommes dues à cette collectivité, et ce, sans procuration spéciale.

Dit que Joseph Eklou Adjallé Dadzie doit se conformer à la coutume en ce qui concerne l'aide à apporter aux membres de la collectivité et la répartition des revenus à leur faire.

Dit que pour éviter à l'avenir toute confusion, le chef de la famille royale d'Amoutivé, qui est, ou sera sur le trône devrait faire suivre son nom de la mention : « FIA » d'Amoutivé », Lomé, ce qui indiquerait qu'il agit ès qualité. Cette mention étant valable uniquement pour les « FIA » en exercice...

Condamne le demandeur Pierre Adjallé aux dépens.

En conséquence toute vente de terrain appartenant à la collectivité, faite en dehors du « FIA d'Amoutivé » est nulle et aux risques et périls des acheteurs.

SERVICE METEOROLOGIQUE
DU TOGO

BULLETIN CLIMATOLOGIQUE MENSUEL

MOIS : Juin 1951

STATIONS	Température en degrés C.			Etat hygrométrique moyenne en %	Tension de vap. moyenne en mb	Vent vitesse en m/s	Vents dominants	Nombre de jours			
	Moy.	Max.	Min.					Orage	Grain	Brouillard	Brume humide
Lomé-Aéro. Palimé-Tové.	26.1	29.7	22.5	85	28.6	4	SW	18	1	2	3
Klouto	23.8	28.1	19.5	88	24.9	3	S	5	2	5	
Nuatja	26.3	31.2	21.4	83	28.4	2	W	4	3	1	
Atilakoutsé	22.2	25.8	18.5	90	23.2	3	E	30		15	4
Atakpamé	27.1	31.7	22.6	82	27.6	1	W	4	3	1	
Sokodé	26.2	30.9	21.5	77	26.1	2	S	16	0	6	0
Alédjo	23.4	27.1	19.7	85	23.9	3	S	17	2	12	
Pagouda											
Mango	28.3	33.3	23.4	74	28.2	2	SW	19	10	0	0

BULLETIN PLUVIOMETRIQUE MENSUEL

STATIONS	ANNEE 1951		MOYENNE		P	N ¹
	H	N	H	N		
Lomé-ville	171.7	13	183.8	10.7	94%	39
Lomé-Aérodrome	118.7	14				
Baguida	111.5	4				
Anécho-Glidji	133.7	17	218.4	9.2	61%	33
Mission-Tové	95.8	9	143.9	7.5	66%	11
Aklakou	215.3	9	178.3	9.2	121%	11
Atitogon	97.1	12	198.1	7.5	50%	10
Tsévié	125.9	7	163.3	9.3	77%	20
Assahoun	197.5	10	141.7	7.7	142%	11
Afagna-Bletta	66.6	3				
Tabligbo	115.8	13	166.1	10.6	70%	11
Agbélouvé	100.7	4	162.3	9.0	62%	11
Glékové	78.3	5	153.7	9.1	51%	11
Palimé-Tové	255.4	16	215.4	12.7	134%	28
Klouto	143.3	13	239.5	15.2	60%	29
Nuatja	93.7	9	146.5	10.9	64%	28
Daye-Kakpa	121.8	12	163.9	12.4	74%	11
Kpété-Goudévé	89.0	11	177.8	13.4	50%	11
Atilakoutsé	99.9	14				
Amlamé	182.0	13	191.1	12.8	95%	11
Atakpamé	106.5	8	181.4	11.7	59%	34
Kougnohou	256.0	9				
Kpessi	134.2	7	150.0	7.5	89%	10

STATIONS	ANNEE 1951		MOYENNE		P	N ¹
	H	N	H	N		
Blitta	43.6	9	175.9	11.1	25%	11
Djabatauré (Sotouboua)	101.6	13				
Sokodé	258.4	13	152.6	12.1	169%	31
Bassari	148.4	13	160.9	12.6	92%	26
Alédjo	153.0	13	191.8	14.0	80%	13
Lama-Kara						
Guérin-Kouka	106.4	8	153.9	10.3	69%	11
Pagouda	77.3	8	144.3	11.4	53%	15
Kandé	128.8	8	150.4	11.9	86%	11
Mango	111.2	9	144.0	9.1	77%	32
Barkoissi	67.6	8				
Dapango	107.1	6	179.5	9.0	60%	15

H : Hauteur d'eau en millimètres et dixièmes

N : Nombre de jours de pluie $\geq 0^{\text{mm}} 1$

P : Pourcentage hauteur actuelle par rapport à la moyenne

N¹ : Nombre d'années sur lesquelles la moyenne est calculée

Les Stations sont classées dans l'ordre géographique du Sud au Nord